

**ATLAS MONDIAL D'ECONOMIE
ET DE
GEOPOLITIQUE**

**LES MECANISMES ACTUELS
DE L'ECONOMIE**

SOMMAIRE

CHAPITRE I

Les contraintes permanentes de la civilisation industrielle : page 3

CHAPITRE II

Les conditions du progrès économique et social : page 6

CHAPITRE III

La fiabilité incertaine des données économiques : page 20

CHAPITRE IV

Les exemples de données économiques falsifiées : page 23

CHAPITRE V

Conséquences de la non-observation des lois du développement : page 27

CHAPITRE VI

Sociologie française et suprématie américaine : : page 47

CHAPITRE VII

Les modèles et les contre-modèles : page 49

CONCLUSION

Ombres et lumières du XXIème siècle : page 65

CHAPITRE I

Les contraintes permanentes de la civilisation industrielle

Si la France, l'Angleterre et les Etats-Unis ont diffusé à partir de 1789 l'idéologie démocratique qui a permis à l'Europe d'assurer sa suprématie sur le monde durant le XIXème siècle, il ne faut pas oublier les conditions historiques qui ont permis cette réussite :

- La royauté, puis la République et l'Empire ont gouverné une France qui s'était imposé depuis plusieurs décennies comme la première puissance continentale;
- La diffusion des nouvelles sciences et techniques avait, depuis le XVème siècle, préparé la mutation culturelle, scientifique et économique de l'Occident.

Les concepts idéologiques rigides succombant toujours sous le poids de leurs contradictions, il s'avère essentiel d'étudier comment a émergé notre civilisation, car les conditions qui ont permis sa naissance et son développement restent valables dans le temps et dans l'espace. Effectuer un diagnostic géopolitique ou socio-économique sans se référer en permanence aux lois historiques qui ont permis l'essor de la modernité conduit à tomber dans les raisonnements qui privilégient des faits-divers ou des idéologies creuses ignorant les réalités objectives. Les conséquences des pensées réductrices imprègnent encore l'histoire moderne avec l'irruption de crises prévisibles que personne n'osait prévoir : nazisme, stalinisme, maoïsme, chute du mur de Berlin suivie de l'implosion de l'URSS, intégrisme islamique, etc...

Rappelons que le progrès, en Occident, n'a pas été continu et que notre filiation gréco-latine nous fait souvent oublier l'importance de notre déclin depuis la chute de l'Empire Romain jusqu'à la Renaissance : 1 000 ans de décadence si accentuée que la lecture n'était plus perpétuée que dans quelques monastères. Les dix premiers siècles de royauté nous ont laissé moins de trésors que le jeune Pharaon Thoutankamon mort à 20 ans, après seulement cinq ans de règne.

Trop pauvres pour développer autre chose qu'un artisanat sommaire, nos ancêtres, à 95 % agriculteurs, vivaient si chichement que nous avons du mal à imaginer leur vie primitive et la terrible mortalité qui les décimait. L'Eglise représentait alors le seul refuge et le seul réceptacle culturel, mais une Eglise totalitaire qui interdisait la science, brûlait les Albigeois, les Juifs et les Arabes, en exigeant des rois leur soumission temporelle au Pape. Ainsi Raymond VI de Toulouse fut excommunié par le pape Innocent III pour avoir refusé d'anéantir ses sujets pratiquant la religion cathare. Il dut se résigner à lancer contre eux une croisade dirigée par le célèbre Simon de Montfort qui dressa, après la prise de Montségur, un des plus sinistres bûchers de l'Histoire.

L'Occident ne s'est engagé dans la voie du progrès que grâce à la conjonction de trois facteurs de natures différentes, mais curieusement rassemblés par un hasard historique : une terrible épidémie de peste, une révolution culturelle, plusieurs novations techniques majeures.

- **D'abord, une catastrophe naturelle.** La grande peste noire, fléau d'apocalypse, apparaît en 1338, à l'occasion du retour des Croisades et extermine près de la moitié de la population de l'Europe : vingt cinq millions de morts en trois ans. Imaginons un désastre de même nature à notre époque et les paniques qui s'ensuivraient avec l'amplification médiatique. Heureusement pour elle, l'Europe du Moyen Age était aussi stoïque que primitive. Comme il fallait relever un défi sans précédent, réoccuper des campagnes désertes et repeupler des villes exsangues, les populations acceptèrent les novations techniques et sociales en train d'émerger.

- **Ensuite, une révolution culturelle.** Luther, devant la cour mandarine de Léon X et face au trafic des indulgences, veut libérer le catholicisme de ses institutions sclérosées. En récusant les sacrements, l'obéissance à l'autorité ecclésiastique et le culte des saints, il répondait à une attente diffuse : privilégier la foi personnelle avec le caractère novateur de liberté individuelle. Bien sûr, Rome acceptera à terme, elle aussi, ce retour aux sources du Christianisme mais cette liberté individuelle, socialement attendue, s'évade ensuite de son cadre religieux, lorsque les princes allemands puis la royauté anglaise s'emparent du nouveau concept afin de se rendre indépendants de l'Empereur d'Allemagne et se dégager de l'influence de la papauté.

- **Enfin, des novations techniques.** Alors que l'Occident décline depuis la chute de l'Empire Romain, l'Islam s'impose à partir du VIIIème siècle comme puissance dominante. Recherchant la coexistence avec les Chrétiens et les Juifs, se voulant raffiné et cultivé, il fait progresser les sciences et les techniques. Nous lui devons la numérotation moderne, l'algèbre, la boussole, le gouvernail d'étambot et la poudre à canon importée de Chine. Cet Islam économiquement puissant, à la fois ouvert et dominateur, constituera le centre géopolitique de l'Europe et de la Méditerranée du XIIème au XVIIème siècle. Cette époque verra la fin de l'Empire byzantin avec la prise de Constantinople, et Soliman le Magnifique viendra même assiéger Vienne, au grand soulagement de François Ier.

Mais, insensiblement, le courant du progrès s'inversera. Du côté ottoman, l'administration se sclérose, l'intolérance s'installe, le statut de la femme régresse, la religion se formalise. Cette évolution récessive entraînera une décadence à la fois économique, sociale, politique puis militaire.

En revanche, du côté occidental, le rythme du progrès s'accélèrera sous la pression des nouvelles découvertes et de la concurrence inter-européenne enrichie par des apports extérieurs. Le progrès s'appuiera désormais sur le rationalisme et sur une certaine liberté de pensée que Galilée et Descartes rendront, non sans mal, irréversibles.

La domination militaire de l'Europe sera la première conséquence de cette mutation culturelle, symbolisée par la conquête des Amériques. L'Europe assurera alors sans difficulté sa suprématie sur des civilisations paralysées par leurs contradictions : les 600 hommes, les 50 chevaux de Cortès et quelques canons feront la conquête de l'Empire Inca, avant de l'anéantir au nom de la religion.

Où se situait la force du nouvel impérialisme Européen ? C'était l'addition d'une suprématie technique, d'une volonté de puissance bâtie sur une idéologie moderniste et d'une nouvelle donne stratégique : la suprématie économique entraîne toujours la suprématie militaire. La deuxième guerre mondiale l'a démontré : au lendemain de Pearl Harbor, l'amiral japonais Yamamoto savait déjà que le Japon engageait un combat perdu d'avance contre les USA, et Albert Speer, le dernier ministre de l'armement du IIIème Reich, aboutissait aux mêmes conclusions dès 1943.

L'importance stratégique de l'économie demeure plus actuelle que jamais :

- Israël a remporté plusieurs guerres contre des pays arabes dont l'Égypte et la Syrie, grâce à la supériorité de son développement et de son armement calqué sur celui des USA.
- En 1991, les USA ont écrasé l'Irak pratiquement sans subir de pertes humaines, en employant les armements du XXIème siècle, face à un arsenal obsolète.

Et la morale ? Curieusement, elle apparaît comme sans prise sur l'Histoire si elle n'est pas associée à la volonté de puissance et à la suprématie économique. Le phénomène est si profond qu'il n'existe pas un seul exemple historique qui puisse expliquer, (au nom de la morale seule) pourquoi une nation a été durablement victorieuse ou vaincue : la genèse de la splendeur ou de la décadence demeure toujours d'ordre socio-économique.

L'ancienne Égypte se voulait pacifique face à la rude morale romaine qui a pourtant éradiqué 3 000 ans de civilisation en quelques décennies. L'historien Toynbee a fort bien analysé les vraies raisons de l'effondrement du régime des Pharaons : adaptation de Rome aux terres arides face à l'incapacité des Égyptiens de s'abstraire du Nil, banalisation de l'écriture permettant une meilleure diffusion culturelle, organisation d'une société plus efficiente.

- L'émirat de Cordoue, raffiné et tolérant, a été conquis au XIIIème siècle par les armées espagnoles qui ont ensuite expulsé les Musulmans. Symétriquement, les soldats catholiques iront sans remords piller Constantinople, la condamnant à être conquise par les Ottomans : les Croisés préféraient Sainte Sophie aux mains des infidèles plutôt que dans celles des orthodoxes.

La même morale peut d'ailleurs servir des politiques opposées, car les peuples dynamiques s'emparent des idéologies et des religions dont ils ont besoin pour assurer leur volonté de puissance, leur identité ou leur survie.

Rien n'est d'ailleurs changé à notre époque : des régimes islamiques s'installent dans la guerre sainte pour masquer leurs échecs économiques, tandis que l'Inde et le Pakistan se sont déjà livrés trois guerres exacerbées par le fanatisme religieux.

Pour en revenir à l'Europe du XVème siècle, époque genèse de la modernité, rappelons qu'elle a aussi bénéficié d'un atout essentiel : l'invention de l'imprimerie, outil indispensable à la transmission du savoir. La nouvelle technique, d'abord limitée à l'impression de la Bible et à quelques livres d'Histoire, prendra sa véritable dimension en 1769 avec la publication de la "*Grande Encyclopédie Scientifique*" de Diderot. Cet ouvrage, par son importance et son audience, constituera le premier symbole d'une civilisation technique désormais assurée de son universalisme.

CHAPITRE II

Les conditions du progrès économique et social.

L'échec des régimes communistes et la réussite relative du modèle libéral ont dégagé la pensée socio-économique des blocages qui interdisaient jusqu'alors de prendre en compte les leçons et les acquis de l'histoire économique. Ces acquis, mis en relief par de grands économistes ou historiens comme Keynes, Friedmann, Allais, Toynbee, Braudel, Kennedy, pour ne citer que les plus marquants, manquaient d'un nouveau cadre philosophique. Jacques Monod, prix Nobel de Biologie, a proposé dans son ouvrage "*le hasard et la nécessité*", la base philosophique sur laquelle peut désormais s'appuyer une partie des réflexions sur la sélection des espèces et la rigueur du message scientifique.

La voie d'un progrès social cohérent se révèle en effet, beaucoup plus étroite que ne le pensaient jusqu'ici la plupart des idéologues, extrapolant de façon abusive l'élasticité des régimes modernes.

Il apparaît, en outre, à la lumière de la réflexion géopolitique, que si la classe politique peut souvent préférer la « moralité » à l'efficacité, elle ne devrait pas récuser les bases sur lesquelles la civilisation technique s'est créée. Malheureusement le courant alter mondialiste, forme moderne de l'animisme, imprègne les sociétés occidentales, avec un sentimentalisme superficiel qui exacerbe les comportements instinctifs ; en minant les fondements rationnels d'une modernité durement acquise.

1- La force des Etats modernes : la qualité des structures socio-économiques

Le concept d'Etat moderne trouve ses sources dans le développement simultané des techniques, du droit, des libertés individuelles et de la démocratie. Constituant la base d'un système d'organisation fonctionnel et l'armature des sociétés occidentales, les innervations socio-économiques se révèlent indissociables d'un progrès qui ne peut se développer sans elles.

Les structures des nations développées présentent ainsi plusieurs caractéristiques :

- **Elles se sont construites historiquement dans un certain ordre**, en fonction des besoins exprimés et des possibilités de l'époque : agriculture autosuffisante, artisanat, petites et moyennes industries, avec naissance parallèle des services (droit civil, droit commercial, services bancaires, professions libérales, marché physique). Cet ordre ne peut jamais être récusé, contrairement à ce que pensait le marxisme.
- **Elles se sont élaborées lentement**, car le temps nécessaire au progrès se comprime peu (il a demandé un dizaine de générations en Occident). Nées avec la Renaissance et son adhésion au rationnel, les bases de la modernité se sont développées entre le XVIème et le XVIIIème siècle en secrétant au départ un peu de démocratie, un peu de marché et des entreprises embryonnaires. Quant aux structures industrielles, elles se sont constituées de façon irréversible à partir du premier Empire avec l'ouverture du marché mondial et l'apparition des grandes entreprises capitalistes.
- **Elles sont asphyxiées par une démographie trop forte**. La Renaissance avait été précédée par la grande peste noire dont une des conséquences fut la recherche de l'innovation chez des survivants contraints à la productivité. Symétriquement, la surpopulation et une croissance démographique trop longtemps supérieure à 1 % rendent impossibles la sortie du sous-développement.
- **Elles sont indissociables des libertés individuelles**. Mais, à l'inverse, une démocratie politique formelle établie dans une société ne bénéficiant pas de technostructures socio-économiques suffisamment évoluées reste un château de cartes qui s'écroule à la première difficulté.
- **Elles ne peuvent fonctionner que si l'Etat et la Religion sont séparés**. La modernité s'oppose donc aux régimes théocratiques et au statut ségréatif de la femme.
- **Elles sont quantitativement mesurables, ce qui permet de comparer les niveaux de développement socio-économique des Etats**.

Par opposition à ces technostructures qui constituent l'armature des sociétés modernes, les superstructures désignent l'organisation administrative des nations. Dans les régimes libéraux les superstructures se limitent à des domaines réservés comme l'Education, la Défense, la Justice. Au nom de l'intérêt général, les superstructures devraient garantir en principe l'objectivité de l'Etat représenté par ses fonctionnaires et ses élus.

Dans les idéologies néo-marxistes et tiers-mondistes qui abolissent le profit et le marché, le domaine dictatorial des superstructures s'étend à une gestion globale de la société, impliquant une contrainte politico-administrative aux effets réducteurs.

2- Suprématie des organisations économiques concurrentielles sur les systèmes bureaucratiques

En suivant le rythme de la révolution industrielle, la modernité s'est construite progressivement grâce à la synthèse de trois composantes susceptibles (pour la première fois dans l'histoire de l'humanité), de promouvoir simultanément progrès économique et progrès social. Ces composantes sont les suivantes :

- **L'organisation de l'Etat de droit**, appliqué au domaine civil et au domaine commercial, avec élargissement de la démocratie et des libertés individuelles;
- **L'organisation de l'économie de marché et de la concurrence**;
- **L'organisation de l'entreprise autonome**, capable d'optimiser son fonctionnement sous l'impulsion de la concurrence et du contre-pouvoir syndical.

L'organisation de la modernité s'identifie peu à la personnalisation du management. Sloan, qui présida aux destinées de la General Motors durant les années d'avant-guerre pour en faire la première société mondiale d'automobiles de son époque, tira de son expérience une doctrine d'organisation socio-économique qui constitue toujours une référence de réflexion stratégique. Pour Sloan, les grandes entreprises modernes doivent fonctionner indépendamment des personnes : les dirigeants ne reçoivent qu'une mission de régulation et d'arbitrage. Qui pourrait d'ailleurs citer les noms des Présidents d'IBM ou de Nestlé des années 80 ? La personnalisation peut servir de symbole à la technostructure, elle ne saurait s'y substituer.

La puissance d'une entreprise se juge d'abord à l'efficacité de son management, qui doit constamment s'adapter aux impératifs du progrès technique, de la production, du marketing, du commercial et de la concurrence. La technostructure récuse le formalisme et développe de façon empirique sa puissance et ses projets : elle ne conserve son efficacité qu'en optimisant en permanence, fonctions, missions, organigrammes.

Les organisations socio-économiques modernes comprennent deux familles étroitement imbriquées : d'un côté les structures productives (agricoles et industrielles), de l'autre les structures de services (information et services commerciaux marchands).

Les organisations bureaucratiques (services non-marchands), ne possèdent pas ou ne devraient pas posséder de responsabilités directes dans le système de production puisqu'elles recouvrent les administrations d'Etat, les partis politiques, les syndicats, les idéologies et les religions. Bien entendu, il existe peu ou prou de passerelles selon les traditions des Nations : une éducation et une santé étatisées au minimum chez certaines, au maximum chez d'autres. Mais il doit toujours subsister un débat sur la relation coût efficacité des structures étatiques et même sur celui de certaines organisations productives n'ayant pas à faire face à la concurrence.

Les structures autonomes ont été abolies par les régimes communistes qui y voyaient la source de profits injustifiés, mais en récusant du même coup l'économie de marché et en imposant une gestion bureaucratique, ces régimes ont bloqué les moteurs de progrès que sont l'innovation, la productivité et la démocratie.

Redoutant aussi l'émergence de sous-ensembles autonomes menaçant leur autorité, les régimes communistes ont tenté d'y substituer des bureaucraties dictatoriales : une nomenklatura n'a pas tardé alors à en prendre le contrôle puis à se transformer en caste abusant de ses prérogatives au nom du service public.

Pour faciliter leur hégémonie, les dictatures ont supprimé progressivement les notions de marché, de concurrence, de prix de revient et de liberté. Dans les pays démocratiques, au contraire, les structures de l'Etat, par le biais d'élections libres, sont maintenues en état de non-intervention direct sur le système de production, sauf en cas de crise grave. En France, L'INSEE traite et centralise l'information, et, encore récemment, le Commissariat au Plan traçait des perspectives et proposait des scénarios plus ou moins volontaristes.

On peut affirmer que plus un pays est économiquement développé, (à l'instar du Japon, des Etats-Unis ou de l'Europe occidentale), plus ses organisations autonomes sont puissantes : les bureaucraties sont maintenues dans leur seule mission de régulation politique.

À l'inverse, les systèmes totalitaires freinent, paralysent ou pire, détruisent les structures qui cherchent à prospérer en réclamant leur autonomie.

Dans les cas limites, les dictatures préfèrent même l'anéantissement des populations qu'elles sont censées représenter, plutôt que de voir remettre leur pouvoir en question. Lénine et ses successeurs constituent des exemples de cette perversion poussée à l'extrême : après la suppression de la NEP, la collectivisation forcée de l'agriculture entraîna la mort de sept millions de personnes, et les grandes purges qui ont suivi, l'exécution de neuf millions de victimes supplémentaires. En cinquante ans, plusieurs millions de Russes furent anéantis sous des prétextes idéologiques.

Cet anéantissement s'est effectué au nom des intérêts supérieurs du peuple, mais le Parti se heurte alors à un écueil insurmontable car ne pouvant créer des organisations efficaces, alors que leur émergence est indispensable au développement de l'économie, le régime s'asphyxie de lui-même progressivement.

Si la complexité du système de production constitue le pilier essentiel de nos civilisations occidentales, cette modernité présente une autre caractéristique mal appréhendée. Sa construction demande du temps (plusieurs générations), puisqu'elle doit se constituer à la fois verticalement par branches d'activité et horizontalement par un réseau multiforme d'artisans, de professions libérales ou de sociétés de services. L'ensemble fonctionnant sous la pression du marché, de la concurrence et de l'innovation, une pression sélective permanente s'exerce sur la société.

L'accès à la modernité dans les pays en voie de développement doit, lui aussi, s'effectuer par étapes et selon un mode défini d'élaboration : d'abord l'agriculture, l'artisanat, l'industrie légère, puis les industries de transformation, enfin l'industrie lourde. Simultanément apparaissent les services marchands et un début de démocratie. Imagine-t-on l'importance en Occident du droit civil, du droit commercial, du droit fiscal et les conséquences de leur état embryonnaire en ex-URSS ou en Chine ?

Ces concepts permettent de mieux comprendre l'étendue de la faillite soviétique, après 70 ans de centralisme bureaucratique ayant interdit à la fois l'émergence des technostructures horizontales et verticales : l'URSS avait créé un dinosaure socio-économique incapable d'adaptation. Mais comment faire face à une faillite et reconstruire la société, alors que le peuple découragé se révèle sceptique et que la bureaucratie doit abandonner un pouvoir dont elle se nourrissait ?

En observant l'exemple de la Chine, reconnaissons qu'elle a entrepris des réformes progressives en libéralisant d'abord l'agriculture et la petite industrie. Réussites indéniables qui ont favorisé l'émergence d'une rapide modernité. La deuxième étape qui permette développer des industries de transformation et des zones franches, implique l'introduction du droit commercial, avec pour conséquence la nécessité de l'information, et un début de liberté individuelle.

La politique officielle chinoise est claire : acceptation des autonomies partielles et de l'ouverture économique mais refus d'une généralisation du libéralisme qui marginaliserait le Parti. Les événements de la place Tien An Men ont souligné les difficultés de la transition vers la démocratie. La réforme de l'agriculture a demandé dix ans et l'étape actuelle d'ouverture politique nécessitera, au moins, la même durée.

Le constat sur les points de passage obligés du progrès économique et sur l'incompressibilité du temps permet de porter un jugement sur les chances des pays en voie de développement. Dans de nombreux cas, nous trouvons des systèmes de production artificiels face à des bureaucraties démesurées, alors que ces pays auraient dû au contraire suivre le chemin historique du progrès, en créant des technostructures agricoles et industrielles de base telles qu'elles existaient dans l'Europe du XIX^{ème} siècle.

La leçon de l'Histoire implique de suivre de façon impérative l'ordre des priorités du progrès économique, en acceptant ses contraintes et en maintenant une croissance démographique compatible avec la modernité désirée.

Les réflexions sur les systèmes sociaux modernes ne visent pas à porter un jugement moral sur tel ou tel système politique car les mécanismes de sélection qui privilégient un type de civilisation par rapport à un autre ne se révèlent qu'à l'expérience.

3- La mesure du développement socio-économique : vers un indice de modernité

Paul Kennedy, dans son ouvrage, "*Naissance et déclin des grandes puissances*" conclut à une corrélation étroite entre les quantités d'énergie consommée et la production de richesse. Il s'avère en effet que plus un pays est développé, moins il consomme d'énergie pour produire la même quantité de PIB. À partir de ce constat, on peut calculer le rapport consommation d'énergie /PIB et comparer ce chiffre à une valeur étalon. Ce chiffre détermine ainsi pour chaque pays un indice de développement qui évalue l'avancement vers le progrès des Etats et leur degré d'assimilation de la civilisation technique. Comme une démographie excessive tend à affaiblir les technostructures naissantes, l'indice est pondéré par le taux de croissance démographique.

Cet indice de modernité ne présenterait certes qu'une valeur indicative, mais il obligerait à prendre en compte les réalités nationales :

- **Les pays de l'Est ont encore une modernité insuffisante, mais ils progressent et maîtrisent leur démographie;**
- **Le développement économique paraît impossible lorsque le taux de croissance démographique dépasse 1 % par an.** Investissements, éducation, infrastructures ne peuvent pas progresser dans un contexte de démographie galopante.

PIB et modernité sont de nature différente : une richesse pétrolière permet d'acquérir un PIB important, mais si l'argent perçu sert à enrichir les superstructures bureaucratiques ou des potentats locaux, au détriment des systèmes de production, le pays ne bénéficie pas d'un progrès durable. Ainsi, lorsque la manne pétrolière éphémère a disparu, le PIB retombe au-dessous de son niveau initial. L'exemple du Nigeria est significatif : l'arrivée des pétrodollars a entraîné une gabegie insensée qui a ruiné les secteurs agricole et industriel en progression et fait exploser la natalité : 3,1 % en 1970 et 3,3 % en 1980 (cf. *Dynasteur*, décembre 1989).

La prise en charge de la RDA, pays de 16 millions d'habitants ayant représenté pour la RFA un investissement de 500 milliards de \$, le redressement de la Russie exige des capitaux proportionnellement supérieurs parce que les structures de l'ex-URSS se révèlent encore plus délabrées.

Si l'on admet que l'aide extérieure ne résout rien de façon durable, puisque l'adhésion au progrès ne peut s'importer de l'étranger, que doit-on penser de l'avenir des pays à la natalité explosive avec leurs organisations sociales éclatées ? Le progrès économique se révélant proportionnel aux capacités d'assimilation des contraintes de la modernité, il existe une tentation permanente d'accélérer le rythme du changement par des mesures autoritaires dans l'espoir de gagner du temps, promouvoir la production ou réduire le chômage. Ces dérives aboutissent à des échecs chaque fois que l'on veut bureaucratiser des fonctions qui doivent rester évolutives.

Curieusement, les régimes communistes, pourtant d'essence scientifique, ne supportaient pas les contraintes d'une civilisation évoluée, mais espéraient construire un monde artificiel sur un socle idéologique rigide.

Les succès spartiates des Japonais, ordonnés des Allemands, rigoureux des Suisses, ne

constituent pas des modèles universels : ils démontrent du moins que l'enflure verbale, la tentation du laxisme et de la démagogie conduisent inmanquablement à l'échec.

Le déterminisme historique n'est pas absolu, mais le XXIème siècle devra admettre les lignes de force et les contraintes d'un modèle de développement éprouvé depuis trois siècles.

3- Comment reconstruire des organisations socio-économiques détruites et comment créer celles qui n'existent pas ?

Si l'on veut être à même de porter un diagnostic sur les chances des pays en voie de développement d'accéder à la modernité et sur les capacités des pays de l'Est de reconstruire leur économie, il faut essayer d'analyser l'ordre dans lequel doivent être créés leurs structures et les délais nécessaires à chaque étape.

La première priorité est d'ordre alimentaire. Est-il besoin de rappeler que sans auto-suffisance dans ce domaine, l'Occident n'aurait pu faire décoller sa production industrielle. Simultanément le marché au sens physique puis au sens économique doit permettre la création d'un droit commercial, d'un droit des personnes et d'un droit administratif. Certes, il ne faut pas nier l'accélération de l'histoire et conclure qu'à notre époque, l'accès à la modernité exige 200 ans de préparation, 200 ans de digestion, un siècle de mise en place et 40 ans de productivité accélérée.

En revanche, vouloir ignorer l'importance des premières étapes, c'est déjà faire l'impasse sur la mémoire culturelle de la paysannerie.

Le pari est possible pour les pays de l'Est, dont la démographie est stable, à deux conditions :

- Que les bureaucraties parasites possèdent suffisamment d'abnégation pour participer à la révolution indispensable et préparer leur propre affaiblissement.
- Que l'Occident apporte une aide financière à la chaîne des technostrutures dans l'ordre où elles doivent se reconstruire.

Pour l'ex-RDA, culturellement proche des pays occidentaux, les investissements consentis par Bonn sont en passe de faire réussir le pari de la fusion. De leur côté, la Hongrie, la Tchécoslovaquie et la Pologne recueillent les premiers fruits de leurs efforts.

Le rattrapage sera plus long en Russie où une période de quarante ans paraît incompressible pour atteindre le niveau de vie occidental des années 1970. Les autorités doivent en effet s'appuyer sur les anciennes bureaucraties pour reconstruire une économie moderne. Or bien rares sont les cas où les organisations étatiques acceptent de s'effacer sans réticence : le pouvoir politique doit composer et accepter la notion de délai. Cette période de quarante ans pour redresser le pays ne représentent donc pas une période excessive.

L'Occident doit comprendre cette évidence et la Russie l'admettre. Il faut définir avec elle le programme de reconstruction avec l'ouverture progressive à l'économie de marché et à l'Etat de droit, puis fournir les crédits nécessaires à chaque étape.

Imposer sans précaution les normes occidentales, dans un pays qui ne possède que des systèmes bureaucratiques, reviendrait à plonger le régime dans le chaos.

Chaque fois une longue transition est nécessaire pour voir émerger la modernité, et le compromis avec les structures anciennes reste incontournable. Pour le présent, des réformes butent sur les excès d'une libéralisation sauvage et sur l'inertie d'une administration réticente:

alors qu'elle reste provisoirement indispensable à la consolidation des libertés individuelles et à l'émergence d'une économie de marché.

Sans défendre le système communiste, l'analyse objective doit s'inquiéter de voir nombre de responsables occidentaux se féliciter des avancées démocratiques alors que la réforme de l'entreprise patine. Il serait moins dangereux de voir la démocratie piétiner quelque peu, comme en Chine, si la réforme économique était vigoureusement entreprise, plutôt que l'inverse, compte tenu des décennies nécessaires à l'émergence de la modernité.

Transposer sans ménagement les normes de la démocratie occidentale entraîne des explosions sociales aux dimensions imprévisibles, puisqu'il est très difficile, sinon impossible, de faire admettre à des populations qui manquent de tout, que ce sont leurs enfants ou leurs petits-enfants qui récolteront le fruit de leurs efforts.

La fin de l'affrontement Est-Ouest oblige à étudier des problèmes jusqu'alors masqués par les conflits idéologiques, et la réflexion sur les contraintes de la modernité oblige à constater combien les chances de rétablissement sont faibles lorsqu'il faut corriger une évolution historique manquée. La note à payer peut s'évaluer, mais les responsables laissent trop souvent croire à un raccourci possible, alors que, dans la plupart des cas, la démocratie accompagne le progrès mais ne peut que rarement le précéder.

3- Limites et dérives du développement économique

Comme dans un bilan de santé l'indice de développement détecte certes une température anormale mais, il doit être complété par des analyses complémentaires :

1. La situation de la balance des paiements. Dans les pays développés, seuls l'Allemagne, le Japon, et la Suisse ont un niveau de vie en rapport avec leurs capacités industrielles et financières. La France et les Etats-Unis, qui ont des déficits importants, vivent au-dessus de leurs moyens.

2. La part de la production industrielle dans le PIB. L'industrie reste le moteur essentiel de l'économie : ce ne sont aujourd'hui ni les services ni même l'agriculture qui constituent l'essentiel de la richesse nationale. Quand un PIB ne repose que sur des exportations de matières premières, il n'a de valeur qu'autant que durent des réserves forcément limitées. Dans une autre perspective, une montée trop rapide du secteur tertiaire révèle un certain déclin économique et l'apparition de services parasites.

3. Le niveau des prélèvements obligatoires, destinés à améliorer les services rendus à la collectivité et son niveau de vie. Leur taux ne doit pas constituer une ponction intolérable pour l'économie comme c'est le cas en France.

Lorsque ces trois paramètres se situent dans une fourchette raisonnable, ils impliquent une inflation maîtrisée, un budget sain, un chômage faible et une monnaie forte.

À ces réserves et à ces correctifs près, les indices de modernité permettent une lecture fiable du niveau de développement :

4- Un exemple de dérive :

La spirale prélèvements chômage de l'économie française

Un retour durable de la croissance semble difficilement compatible avec un taux de prélèvements qui dépasse 50 % du PIB.

“Il faut passer d'une économie axée sur le secteur public et social à une économie fondée sur le secteur productif ».

1- Le PIB non-marchand progresse plus rapidement que le PIB marchand et cette croissance du secteur non-marchand est financée par l'emprunt : une croissance qui, a terme, n'enrichit pas, mais au contraire appauvrit le pays.

2- La croissance américaine est basée en priorité sur l'augmentation des investissements productifs. Ce n'est pas le cas en France et une telle politique est lourde de conséquences pour l'emploi de demain :

3 - Les émissions du trésor public captent une proportion trop importante de l'épargne disponible et le niveau de la dette (63 % du PIB), incompatible avec les normes de Maastricht, pèse très négativement sur le développement de l'économie productive.

4 - Les hausses salariales devant rester inférieures à la croissance de la productivité du travail, il existe une marge possible pour certaines entreprises privées, mais aucune pour les entreprises publiques déficitaires. Or les salaires publics se retrouvent déjà au-dessus des salaires du privé.

5 - Nos coûts salariaux, depuis les 35 heures étant supérieurs aux coûts américains, italiens et britanniques, les entreprises sont astreintes soit à une productivité accrue, soit à la délocalisation.

Nos prélèvements sont de six points supérieurs à ceux de la moyenne européenne. L'économie avec l'emploi qui lui est associé, étant devenue l'otage d'une démagogie à court terme, cette dérive doit être stoppée avant qu'elle ne soit devenue incontrôlable. Le tocsin sonne vraiment dans la maison France, mais qui veut l'entendre ?

Il faut d'abord prendre la mesure de l'immigration admise depuis 1975. Les huit à dix millions d'étrangers installés depuis cette époque gonflent les statistiques du chômage d'environ 30 à 50 %. Le coût annuel pour la collectivité peut être évalué à environ 50 milliards d'Euro (200 ou 300 milliards de francs). Partisans et adversaires de l'immigration devraient au moins s'entendre sur l'ampleur du sacrifice financier que peuvent ou veulent consentir les Français. Les partis politiques s'inquiètent des résultats du fait que 33 % des Français approuvent les positions du Front national sur l'immigration, mais qu'en serait il, si l'opinion connaissait les vrais chiffres de cette immigration ?

Il faut ensuite faire comprendre aux pouvoirs publics et aux syndicats qu'il existe depuis 20 ans une corrélation étroite entre l'augmentation des prélèvements et celle du chômage. Chaque point de prélèvement, après une période d'anesthésie passagère, a entraîné la suppression de 400 000 emplois : 200 000 font alors l'objet de mesures sociales diverses et 200 000 grossissent le chômage officiel.

En 1975 les prélèvements ne représentaient que 37 % du PIB et nous n'avions que 1 000 000 de sans emploi alors qu'en 2003 les prélèvements frisent les 50 % du PIB (compte

tenu de 5 % de déficit), et nous comptons 2 000 000 de chômeurs et 3 000 000 d'emplois précaires. En quelques années, les emplois non-marchands sont ainsi passés de 4 800 000 à 6 100 000, soit une augmentation de 1 400 000 représentants des emplois souvent artificiels qui s'installent au détriment des emplois productifs.

La cote d'alerte est largement dépassée et les exemples américains et anglais, qui ont réduit à la fois prélèvements et chômage, démontrent la nécessité de programmer une baisse des prélèvements si l'on veut durablement réduire le chômage : voilà le véritable objectif de convergence européenne et la seule stratégie capable d'amorcer un retour durable à la croissance. Nous résumons ci-après les taux de prélèvements indiqués par l'INSEE :

	Taux de prélèvement	Taux de chômage
USA	29,4 % du PIB	5,6 % de la population active
Japon	29,4	3,1 %
Allemagne	39,7	10,2 %
Royaume-Uni	37	5,2 %
France	44	10 % (15 % avec les RMI)

A contrario, aucun pays n'a restauré l'emploi en augmentant de façon continue la fiscalité. Bien entendu une telle prise de conscience implique deux objectifs :

- Lancer la modernisation du secteur public toujours annoncée, mais jamais réalisée devant l'obstruction de lobbies solidement installés dans leur statut.
- Arrêter les dépenses injustifiées que tolère encore l'Etat et de la sécurité Sociale. Faut-il encore une fois citer les 30 000 lits d'hôpitaux vides, les centaines de milliards dépensés dans des programmes d'armement fictifs, les déficits d'une SNCF qui refuse toute remise en cause de son système de retraites, les emplois artificiels créés par les collectivités locales, etc ...

Cette reconversion des esprits serait facilitée si les citoyens électeurs prenaient conscience que cette obésité de la fiscalité bloque à la fois la croissance et l'emploi.

Les chiffres de l'INSEE sont malheureusement incontestables et les chômeurs doivent savoir que chaque emploi public ou parapublic, créé depuis 20 ans, s'est finalement traduit par la disparition de deux emplois dans les secteurs marchands. L'opinion est donc en droit d'exiger des réformes d'ampleur avant que nous ne soyons considérés comme « l'homme malade » de l'Europe : en 15 ans les services non-marchands ont vu leurs effectifs progresser de 1 500 000 emplois alors que l'industrie en perdait 1 000 000, l'agriculture 800 000, le bâtiment 400 000.

En attendant cette nouvelle nuit du 4 août, qui annoncerait la volonté française de s'attaquer aux racines du chômage, pourquoi le gouvernement ne donnerait-il pas rapidement un signal fort par quelques décisions peu coûteuses mais porteuses d'efficacité ? Alors que cadres et managers acceptent encore, mais pour combien de temps, de nourrir un molosse insatiable, pourrait on suggérer, à ceux qui nous gouvernent quelques mesures simples dans l'esprit de celles qui ont fait merveille aux USA ?

Motiver les responsables serait d'abord un pas dans la direction déjà prise par nos partenaires et puis qui sait, l'opinion peut aussi se rendre compte que sanctionner par trop

l'initiative est préjudiciable à l'emploi ? Une certitude hélas, la France n'est plus un exemple et en perpétuant les errements actuels elle risque de prendre la voie d'un déclin irréversible car élites et capitaux trouveront ailleurs un meilleur climat de travail.

Puisque les citoyens ne croient plus dans les promesses politiques, il faut leur expliquer la réalité économique et rétablir l'espoir dans une croissance porteuse d'emplois, en proposant un plan sur cinq ans. Il viserait à ramener le taux de prélèvements à 40 % du PIB avec un objectif à moyen terme de 37 %, (taux de 1974).

Les réformes sont-elles possibles ? Oui, mais à condition de faire connaître aux Français la réalité sociale et la réalité économique : sans constat préalable, pas de réforme. Les gouvernants s'enferment soit dans la communication, soit dans démagogie en oubliant cette remarque de Chateaubriand :

« Louis XVI n'était pas faux, il était faible, mais cette faiblesse en tient lieu et elle en remplit les fonctions ».

Plus près de nous, le fondateur de la Vème République, Charles de Gaulle avait lui aussi défini la raison d'être d'un gouvernement :

« C'est qu'il gouverne, c'est qu'il prend ses responsabilités. C'est qu'il fait des choix clairs. C'est qu'il est cohérent. C'est qu'il obéit à l'intérêt national, et non à la dernière pression qu'il a subi...C'est qu'il n'est pas du sable entre les doigts ».

Nicolas Baverez tirait de la paralysie gouvernementale du gouvernement Raffarin une conclusion fort sombre annonçant des lendemains difficiles :

« Si Jacques Chirac ne promet que ce qu'il sait ne pas pouvoir tenir, c'est moins par atavisme que parce qu'il est l'otage de sa propre faiblesse et de son indécision. Au risque que, l'accumulation des mensonges, des lâchetés, des réformes cent fois annoncées et toujours repoussées n'emportent la Vème République comme l'ancien régime ». .

CHAPITRE IV

La fiabilité incertaine des données économiques Comment la corriger ?

Il est chaque jour plus difficile de mesurer « l'état du monde », au travers de statistiques souvent trompeuses, qui comportent de trop larges fourchettes d'incertitude, ou sont même volontairement biaisées.

Restaurer la qualité des données économiques devient dès lors, un préalable, car l'information constitue un outil essentiel pour les responsables qui ne peuvent élaborer des programmes financiers ou commerciaux sur des bases erronées. Les prévisions irréalistes gonflant la croissance réelle, entraîne les chefs d'entreprise à surestimer l'expansion et à espérer des baisses de taux. Devant une croissance faible et un déficit budgétaire qui se creuse, il faut alors augmenter les impôts et se plier aux conditions du marché. Tôt ou tard la vérité finit par apparaître, elle sanctionne la crédulité et récompense les analyses objectives.

Mais avant de s'interroger sur la valeur intrinsèque des définitions économiques, il faut tenter de travailler avec les informations disponibles et déterminer le degré de fiabilité des données officielles.

Rappelons que nous les avons classées en trois catégories : les statistiques fiables, les statistiques incertaines, les statistiques peu crédibles.

Certes les économies occidentales ne manipulent pas l'information, mais les outils statistiques à la fois diversifiés et hermétiques maintiennent l'opinion publique dans

l'incertitude. Citons, à titre d'exemple, les deux préoccupations prioritaires des Français :

- **Le chômage officiel de 2,4 millions ?** En réalité, il s'agit de la définition retenue par le BIT : *“personne sans emploi ne recevant aucune rémunération et n'effectuant aucun travail”*. Le pouvoir politique établit de nouvelles classifications différentes de celles du BIT : RMI, pré retraites, traitement social, etc... Ces catégories n'entrent pas dans les chiffres du chômage officiel mais sont financièrement supportées par la collectivité.

- **Les chiffres réels de l'immigration ?** Officiellement, l'immigration est limitée depuis 1974 alors que l'étude des statistiques officielles démontre l'installation en France de cinq à dix millions d'étrangers depuis cette date. Où se situe la réalité ? La société française peut-elle absorber sans tensions des apports aussi importants, avec un environnement aussi difficile pour l'emploi ?

1- La limite des indicateurs officiels, le mirage du PIB

Au delà de sa valeur chiffrée, on peut s'interroger sur la pertinence du PIB comme seul indicateur de richesses alors qu'il peut souvent se révéler fallacieux.

Le PIB mesure une richesse économique additionnant les valeurs ajoutées des différents secteurs d'activité, y compris le secteur tertiaire et les administrations. Or, si l'agriculture et l'industrie élaborent des biens matériels, liés à une production quantifiable, le secteur tertiaire peut générer, dans certains cas, une production artificielle. Une augmentation globale du PIB amalgame ainsi deux composantes qui peuvent être contradictoires :

- La croissance du secteur productif qui induit toujours un enrichissement.
- Une croissance excessive des services non marchands pouvant entraîner une réduction du niveau de vie de la collectivité.

L'augmentation du PIB indique donc un taux de croissance virtuel qui peut masquer une stagnation ou même un appauvrissement, si le PIB est gonflé artificiellement, (embauche massive de fonctionnaires, par exemple).

À chaque niveau de développement d'une société, correspond un optimum du secteur tertiaire : environ 50 à 60 % de la population active pour les années 1990-95 dans les pays développés. Au-delà de ce seuil, le tertiaire risque de créer un PIB factice qui appauvrit souvent les citoyens : un point de PIB induit au Japon et en Allemagne 0,5 % de richesses nouvelles mais seulement 0,25 % aux USA et 0,3 % en France.

2- L'utilité de nouveaux instruments de mesure

De nouveaux instruments de mesure, adaptés aux économies évoluées, devraient être utilisés pour corriger les indications trop formelles du PIB : ce sont la Production Intérieure Matérielle (PIM) et le Taux de Croissance Réel (TCR).

1- Le PIM, Production Intérieure Matérielle, excluant les services, permet de comparer avec plus de justesse la puissance ou la faiblesse des économies. Le PIM recouvre l'agriculture et l'industrie ainsi que les transports et télécommunications, soit 10 branches de l'INSEE.

Les valeurs ajoutées du PIB

Le PIM (Production Intérieure Matérielle) et ses dix branches.

Branches

Agriculture
Industries agricoles
Energie
Industrie des biens intermédiaires
Biens d'équipement professionnel
Biens d'équipement ménager
Transports terrestres
Biens de consommation courante
Bâtiment, génie civil
Transports et télécommunications

Les services (sept branches)

Branches.

Commerce
Services marchands
Locations immobilières
Assurances
Organismes financiers
Services non-marchands
Consommation non ventilée

2- Le TCR (Taux de Croissance Réel, est calculé à partir du Produit Intérieur Matériel (PIM)

En étudiant la différence entre la croissance réelle (PIM) et la croissance virtuelle (PIB), on s'aperçoit que trois cas peuvent se présenter :

- Une forte augmentation du PIB en volume et une forte augmentation de la proportion de tertiaire. La croissance virtuelle est importante, mais la croissance réelle (production de richesse) et le niveau de vie croît faiblement ou stagne.
- Une faible augmentation du PIB en volume et une forte augmentation du tertiaire. Il y a décroissance de la production de richesse et le taux de croissance virtuelle masque un appauvrissement général.
- Une croissance du PIB équilibrée entre production et services. La croissance réelle reste positive et le niveau de vie de la population augmente.

Le PIB reste indispensable comme indicateur universel mais on peut le manipuler en le gonflant avec des services parasites ou en créant de nouveaux ateliers nationaux.

O

CHAPITRE V

Les exemples de données économiques falsifiées

1- La faillite économique de l'URSS : cause première de la Perestroïka

Depuis 1945, les organisations internationales publient des annuaires qui servent de référence aux économistes et de base de travail aux gouvernants pour orienter les politiques nationales. Or les publications du Kremlin furent considérées longtemps comme intangibles par les experts qui s'interdisaient de douter des chiffres fournis. Les économistes libéraux, marxistes et tiers-mondistes s'intimidaient réciproquement, ce qui bloquait toute velléité de remise en cause, puisque l'observateur extérieur ne pouvait s'appuyer sur aucune référence critique autorisant le débat.

Le système soviétique s'entourait pour garantir sa notoriété, d'une triple opacité :

- **Première opacité**, le refus de l'économie de marché. Les organismes centraux de planification instituaient des coûts artificiels interdisant les comparaisons avec l'extérieur. Loyers dérisoires, prix de transport symboliques, denrées de bases subventionnées, contingentées et bon marché alors que les produits industriels de type occidental étaient proposés à des coûts prohibitifs. Au sommet de la pyramide hiérarchique, l'administration centrale traitait avec l'étranger des contrats d'Etat à Etat, sans que les entreprises occidentales soient en mesure de savoir sur quels critères les décisions étaient prises.

- **Deuxième opacité**, une méthode de comptabilité nationale différente de celle employée dans les économies libérales. Le système marxiste utilisait le PMN qui excluait les services comme la santé, l'éducation, le commerce, et valorisait de façon artificielle le prix des productions agricoles et industrielles.

- **Troisième opacité**, les taux de change. L'économie planifiée définissait des parités arbitraires qui servaient de référence aux échanges commerciaux. L'or et les devises n'étaient utilisés que pour les seules opérations d'intérêt stratégique.

Persuadée de sa suprématie idéologique et confortée par sa puissance militaire, l'URSS présentait son PMN avec une méthode de calcul invérifiable en s'appuyant sur une monnaie inconvertible. Comment, ensuite passer du PMN au PIB et quelle valeur attribuer au rouble pour estimer la place de l'URSS dans l'économie mondiale ?

Incapable de répondre à cette double question, la plupart des instituts présentaient un tableau ambigu de la situation. Les chiffres étaient indiqués en roubles mais nul ne se risquait à une conversion chiffrée en équivalent dollars. On maintenait ainsi l'URSS à une place de deuxième supergrand grâce à un PIB "soufflé" de quelque 3 000 milliards de dollars.

En calculant le PIB comme double du PMN et en donnant au rouble une valeur sur évaluée, ce formalisme rassurant ne bouleversait, ni l'ordre politique du monde ni un commerce qui s'effectuait sans relation avec les prix de revient.

Pourquoi Gorbatchev a-t-il mis fin à un aussi confortable équilibre ?

En octobre 1990, il envoie à Washington une délégation annonçant que l'accord tacite

passé entre le KGB et la CIA sur les comparaisons économiques n'avait plus sa raison d'être.

Que recouvrait cette révélation alors que, depuis quarante ans, les deux services secrets s'entendaient pour admettre un PIB soviétique atteignant 40 % du PIB américain ? La déclaration de Gorbatchev préparait en effet un changement de cap radical. En faisant savoir que le PIB soviétique ne représentait que 25 % du PIB américain, l'URSS avouait un PIB réel de 1 300 milliards de \$, inférieur à celui de l'Allemagne.

L'opinion mondiale n'a pas compris que cette révélation stupéfiante faisait rétrograder l'URSS du deuxième rang au quatrième rang mondial. Le concept d'un deuxième supergrand communiste venait d'imploser.

Le constat, maintenant admis, autorise à chercher les motivations profondes du Secrétaire Général de l'ex-URSS. Issu du sérail, proche du KGB, Gorbatchev devait avoir des raisons graves pour se lancer dans une remise en cause aussi radicale et pour précipiter son pays dans une aventure dont il entrevoyait mal le dénouement.

Le point de départ paradoxal de la Perestroïka est venu d'un rapport d'experts sur la situation interne et externe de l'économie qui établissait clairement que les clignotants du système étaient au rouge : si l'URSS ne changeait pas de doctrine, elle courait à un inévitable désastre.

Avec un PIB soviétique plafonnant autour de 1 300 milliards de \$, le budget de la Défense ne représentait pas 15 % du PIB mais 25 % de la richesse nationale. Dans ces conditions 60 % du potentiel de l'industrie se trouvaient affectés à la production de matériel militaire et au détriment des véritables priorités : l'agriculture, les investissements civils, la consommation, la recherche appliquée. Le système implosait sous le poids de ses contradictions.

Le régime soviétique imprégné de rationalisme savait que la puissance militaire est une conséquence de la puissance économique et non l'inverse. Comme l'audit officiel constatait que le lobby militaro-industriel avait progressivement dévoré la substance économique du pays, la suprématie occidentale ne pouvait désormais plus être contestée.

Le PIB du monde libéral atteignait 20 000 milliards de \$ et celui du monde communiste 1 800 milliards de \$: un rapport de un à 11, alors que Krouchtchev avait assigné à l'économie soviétique la parité avec les USA en 1990. Le coup de grâce fut donné lorsque le président Reagan lança les Etats-Unis dans un effort de réarmement massif avec pour objectif un gap technologique présenté comme la guerre des étoiles. Simultanément, l'Europe et le Japon développaient des programmes complémentaires.

Le Pentagone, en s'appuyant sur la recherche et sur des entreprises disposant d'un marché civil mondial, était en passe, dès 1985, d'industrialiser des systèmes d'armement dont ni le coût ni la technologie n'étaient accessibles aux lourdes usines soviétiques.

La modernisation initiée par les USA impliquait des budgets que pouvait supporter une superpuissance mais non une puissance moyenne comme l'était en réalité l'URSS.

La CIA le savait et le gouvernement soviétique connaissait les estimations du Pentagone.

Grâce à des observations satellites et à ses centres de renseignements, la CIA calculait en effet, par des mesures directes et indirectes, le nombre et la valeur des matériels sortis des usines, la quantité des productions agricoles, le coût des infrastructures, le rythme des constructions immobilières.

Après le désastre nucléaire de Tchernobyl, Gorbatchev communique au Parti et à l'Armée ses conclusions sur l'état réel de l'Union Soviétique : le chemin de croix de la Perestroika commençait avec la lancinante question non résolue : comment faire fabriquer du beurre à un système qui ne sait produire que des canons ?

2- L'Algérie, autre exemple de données économiques erronées.

Les commentateurs et les responsables politiques se préoccupent à juste titre de la montée de l'intégrisme musulman, mais il faut avoir conscience que cette évolution trouve ses racines dans un échec économique, lui-même issu d'une succession d'erreurs qui aboutissent à un constat de faillite :

- **Une dette** dont le service absorbe 90 % des recettes d'exportation (en majeure partie des hydrocarbures), alors que les sommes détournées par les dirigeants sont évaluées par certains commentateurs à 26 milliards de \$.
- **Une production agricole déficitaire** qui, de nationalisations en réformes avortées, ne couvre plus que 30 % des besoins alimentaires du pays.
- **Un complexe industriel déliquéscent**, fruit de la priorité accordée à la métallurgie lourde, après l'indépendance : l'outil techniquement dépassé, ne reçoit même plus les pièces détachées indispensables, faute de devises, et fournit une production invendable en raison de coûts prohibitifs.
- **Une démobilisation des salariés**, dont la durée effective de travail ne dépasse pas deux heures par jour sur 8 heures théoriques. Faut-il s'étonner que dans un tel contexte, l'inflation annuelle atteigne à certaines époques 30 à 40 % et que le chômage touche au moins 25 % de la population ?

Malgré un constat aussi accablant, les experts internationaux admettent encore le PIB officiel présenté comme atteignant 55 Milliards de \$ soit 1 700 \$ par habitant. Sur cette base, le niveau de vie de l'Algérien serait en théorie de 25 % supérieur à celui du Marocain.

Affirmation fallacieuse car chacun peut constater sur place qu'un Algérien bénéficie d'un pouvoir d'achat inférieur à celui de son voisin tunisien malgré les recettes dégagées par les exportations de pétrole et de gaz.

Il subsiste malgré tout un consensus international pour fermer les yeux sur des chiffres qui permettent à la France et au FMI de consentir à l'Algérie des crédits évitant une explosion sociale s'ajoutant à la guerre civile.

CHAPITRE VI

Les conséquences de la non-observation des lois du développement

Les crises qui défrayent l'actualité devraient susciter une véritable prise de conscience sur l'évolution non maîtrisée du monde : rapidité des mutations techniques, limites des théories économiques, irruption de la modernité dans les pays en voie de développement, etc... Malheureusement, ce n'est pas le cas : même l'effondrement du système soviétique a suscité peu d'interrogations.

Pourtant, un consensus minimum pourrait apparaître sur le fait que les systèmes politiques récusant les réalités économiques, sont voués à l'échec, car le progrès reste fondé sur une recherche collective de progrès en mettant en pratique les méthodes qui réussissent. Vérités évidentes pour un monde se voulant rationnel mais récusées quotidiennement dans les faits. Il reste de bon ton de critiquer les sociétés qui réussissent pour excuser celles qui font faillite.

Que de sarcasmes à l'encontre des Suisses, soucieux du bien public, vigilants devant l'impôt, attentifs à l'immigration, travaillant 42 heures par semaine, s'inquiétant d'un chômage touchant 4 à 5 % de la population active, alors qu'ils jouissent d'un PIB de 30 % supérieur à celui des Français !

Que de virulence envers le Japon qui a reconstruit un pays ruiné et fondé en quelques décennies une puissance industrielle et financière talonnant celle des USA. Le Japon peut se permettre aujourd'hui d'injecter dans son économie 500 milliards de francs sans pour autant mettre en péril son équilibre budgétaire et sans faire exploser le chômage (4 %).

L'Europe est en passe, malheureusement, de récuser les règles qui ont fait sa prospérité : l'émotivité remplace la lucidité, les droits supplantent les devoirs et l'universalisme, souvent prôné à tort et à travers, crispe les fureurs nationalistes qu'il voudrait réduire.

La compétition entre les peuples ne baisse pas d'intensité malgré les accords régionaux définissant un minimum de règles du jeu. En vérité, les succès et les échecs sont toujours issus des règles empiriques découvertes par le libéralisme éclairé du XIX^{ème} siècle.

Ces règles méritent d'être rappelées :

- 1- La démocratie doit avancer au même pas que le progrès économique. Malgré Tien An Men, la Chine, ayant compris l'impératif de faire fonctionner simultanément ces deux composantes, commence, encore dans un certain désordre, à évoluer. Pour avoir donné la priorité aux réformes politiques au détriment de la réforme économique, la Russie s'enfonce à la fois dans la faillite et l'anarchie.
- 2- Créativité, productivité, travail et harmonie sociale constituant les moteurs de la croissance, ces composantes ne doivent pas se trouver confisquées par des organisations bureaucratiques, des idéologies récessives ou des mafias parasitaires.
- 3- Démographie et migrations doivent rester dans des limites compatibles avec les capacités d'assimilation des Etats. Ce n'est pas un hasard si les pays qui récusent tout laxisme en la matière se portent mieux que ceux qui laissent leurs frontières ouvertes.

Toynbee l'historien, et Valéry le philosophe, par des approches différentes, aboutissaient aux mêmes conclusions : les civilisations sont mortelles car elles n'ont jamais droit à l'erreur. Malheureusement peu d'hommes politiques essaient de faire comprendre à leurs concitoyens combien la route de la prospérité reste étroite. La plupart du temps, les programmes miracles se bousculent, les promesses démagogiques fleurissent et la réussite durable demeure l'exception.

1- La démographie galopante

La civilisation technique n'aurait pu assurer son développement si elle n'avait, consciemment ou non, ajusté sa démographie à ses capacités économiques. Ce n'est donc pas la démographie qui conditionne l'économie, comme le prétendent encore certains, mais le niveau et la qualité de l'organisation sociale qui déterminent le niveau possible de la démographie.

En récusant cette donnée importante de l'Histoire, on privilégie une émotivité superficielle qui accentue les dérives. Les crédits systématiques, l'effacement des dettes, ne sauraient représenter une solution pour les Etats insouciants de la démographie et dominés par des bureaucraties ostentatoires : les aides accordées ne constituent alors qu'une drogue chaque année plus indispensable qui déchaîne des révolutions lorsque ces subventions sont réduites ou supprimées.

Les crises violentes, dont sont victimes les pays en voie de développement et qui défrayent l'actualité, apparaissent aux yeux des commentateurs comme de simples péripéties. Ces crises limitées mais fréquentes représentent pourtant des secousses annonciatrices de tremblements de terre de grande amplitude. Les signes sont visibles mais ne sont pas reconnus, par crainte des conclusions qui pourraient en être tirées.

L'aveuglement des pays occidentaux déconcerte : on peut seulement espérer que la malléabilité de leurs organisations leur permettra de retrouver des réflexes cohérents face aux implosions que subit le tiers-monde. La croissance démographique, la stagnation de la production alimentaire, l'inadaptation des systèmes politiques, l'absence de classe technique, les rigidités culturelles, l'addition fréquente de ces facteurs et leur amplitude, souligne la gravité du diagnostic qui doit être porté. Pour des raisons qui plongent leurs racines dans l'irrationnel, les données objectives ne sont pas analysées conjointement.

En 1939, la population mondiale s'élevait à 2,3 milliards d'hommes, alors qu'en 1789, le milliard n'était pas atteint. Durant des millénaires, les populations se régulaient d'elles-mêmes selon un système écologique adaptant en permanence ressources et population. Les systèmes économiques et politiques digéraient une évolution lente qui se distillait progressivement à l'intérieur de communautés adhérant à la même culture.

Après les grandes découvertes du XVIème siècle, les techniques du XIXème siècle laissaient espérer l'émergence d'un équilibre harmonieux entre populations, ressources et niveau de vie. Ce n'est pas le cas, et ce qui nous attend en l'an 2000 se perçoit difficilement : faire face à une population de six milliards d'hommes. Précisons bien les chiffres pour nous en

imprégner : augmentation de 700 millions d'hommes au XIX^{ème} siècle, et de quatre milliards au XX^{ème}, soit un triplement de la population entre 1939 et l'an 2000. A l'intérieur de ces chiffres, les disparités sont considérables car les populations de l'Afrique et de l'Asie se seront multipliées par six : 1, 2 milliard de Chinois, 1 milliard d'Hindous, 250 millions de Brésiliens et d'Indonésiens.

Citons deux exemples significatifs :

- L'Égypte, qui comptait en 1900 moins de 10 millions d'habitants, atteindra bientôt les 60 millions, alors que la zone habitable se limite à la mince vallée du Nil, dont la superficie n'excède pas 55.000 km² (le dixième de celle de la France).
- Le Brésil, 40 millions d'habitants en 1939, (équivalent de la population de la France à la même époque), en abritera plus de 200 millions en l'an 2000.

Ces chiffres impressionnants ne paraissent frapper personne et on parle de la surpopulation comme de la météo, sans réaliser que population et croissance économique se sont déconnectées depuis plusieurs décennies.

Lorsque Mao Zedong a entamé sa longue marche, la Chine comptait 400 millions d'habitants et avant sa disparition, le milliard était déjà dépassé mais avec un PIB individuel de 400 dollars.

La dimension des agglomérations suit la même tendance : 30 millions d'habitants pour Mexico en l'an 2000, 28 millions pour Sao Paulo, 13 millions pour Le Caire, ville conçue pour un million et demi de citoyens. L'agglomération parisienne, avec ses dix millions d'habitants, paraît presque une ville de province et, pourtant, déjà, que de problèmes d'organisation, d'urbanisme, de circulation et de délinquance, malgré l'apparence de richesse de la capitale française.

Les approches socialiste et libérale paraissent incapables l'une et l'autre de saisir l'ampleur du problème. En englobant la totalité de l'ancien bloc soviétique dans la sphère des pays développés, ceux-ci ne représenteront que 20 % de la population mondiale en l'an 2000.

A l'aube du XX^{ème} siècle, des solutions appropriées à chaque pays auraient rendu envisageable, sinon possible, aux 600 millions d'hommes des pays développés, de proposer au reste du monde un type de croissance cohérent. En l'an 2000, comment le milliard d'hommes des pays « riches » peut-il faire face aux milliards de déshérités ?

Soulignons au passage que faciliter les flux migratoires ne présente aucun sens : en doublant leur population avec des apports humains extérieurs, la Russie, l'Occident et les États-Unis ruineraient leur économie sans apporter de solution à la surpopulation mondiale. Le seul État à avoir perçu que la maîtrise de sa démographie constituait un préalable au développement fut le Japon : il a compris que le progrès dépend d'abord de ses propres ressources humaines, de sa volonté et de sa cohésion.

Malthus craignait la famine, car il pensait que la population augmentait en progression géométrique, face à une progression arithmétique des ressources. La réalité risque d'être beaucoup plus sévère : population toujours en croissance géométrique et production stagnante, peut-être décroissante.

L'Occident, comme trop souvent à l'annonce d'une crise majeure, ferme les yeux, et débat du problème de l'aide comme s'il s'agissait de l'essentiel. Il prône un dialogue Nord-Sud sans cohérence et pratique une politique de clientèle ou d'interventions ponctuelles pour colmater au coup par coup, crises, faillites et famines.

Jusqu'à présent, les sociétés ont souvent disparu du fait des invasions dont elles étaient les victimes. Nous risquons, en cette fin de siècle, d'assister à une auto-destruction de sociétés incapables de définir un mode d'organisation sociale compatible avec leur niveau de développement.

2- L'intégrisme islamique : une réponse totalitaire à l'explosion démographique et à l'échec économique.

Jusqu'au XVIème siècle, l'Islam se développa à un rythme identique à celui du monde occidental, ce qui entraîna les mêmes types de développement, mais en séparant progressivement le religieux du temporel et en faisant apparaître la notion de liberté individuelle, l'Occident prit ensuite un avantage décisif sur un Islam qui abandonnait progressivement sa créativité et sa tolérance pour se crispier dans le dogmatisme. Ces choix de société entraîneront une décadence continue : récession économique, oppression des minorités, recours aux mercenaires et aux proconsuls, formalisme de la religion. L'Histoire sanctionnera cette dérive : l'Europe colonisera l'Afrique musulmane et démantèlera l'Empire ottoman à la faveur de la première guerre mondiale.

Dès la fin du XIXème siècle, le modernisme occidental allait imposer sa culture en s'appuyant sur une classe d'entrepreneurs efficaces, et cet impérialisme aura deux conséquences : il induira un nationalisme renaissant et entraînera, par le biais des techniques exportés, une croissance démographique paralysant le décollage économique. De leur côté, les élites indigènes privilégieront la contestation politique, alors que les masses sans projets crédibles chercheront un exutoire à leur déception et à leur frustration : quoi de plus tentant que de retourner alors vers les sources de la grandeur passée de l'Islam ?

Ce sursaut aurait pu être salutaire s'il ne s'était heurté au désir de rejoindre le mode de consommation occidental tout en récusant son organisation sociale et en privilégiant l'intégrisme religieux. Pour l'Islam la natalité reste aussi un tabou et les femmes acceptent cette mission d'orgueil prolifique, la seule qui leur soit véritablement consentie. L'explosion démographique devenait alors inévitable, avec ses conséquences :

- Une minorité de pays musulmans assurent leur auto suffisance sur le plan alimentaire.
- Les infrastructures industrielles ne peuvent se développer de façon cohérente.
- L'intégrisme et son corollaire, la Guerre Sainte, font espérer la conquête de terres riches et une solution idéalisée au problème du niveau de vie.

L'Iran servira de caisse de résonance à cette évolution déséquilibrée : après avoir balayé un régime impérial, qui avait commis l'erreur de construire une modernité de façade, avant de penser aux technostructures de base, la république islamique s'est tétanisée dans sa lutte

indirecte contre les Etats-Unis et directe contre l'Irak. Malheureusement, on ne voit pas comment ce déséquilibre pourrait se réduire dans les années à venir alors que la fuite ou l'exécution des élites, et les destructions dûes à la guerre ont fait perdre à l'Iran 50 % de son PIB.

Cette religion militante bénéficie d'un seul atout, le pétrole avec 25 % des réserves du Moyen-Orient : quel risque potentiel pour les pays voisins, pour l'Occident et pour la Russie !

Que penser en effet, de la lettre datée du 4 janvier 1989, écrite à M. Gorbatchev par l'Iman Khomeiny :

"Depuis votre arrivée au pouvoir, et même si votre nouvelle attitude et vos décisions se limitent à trouver une solution aux disputes au sein du Parti, ainsi qu'à certains problèmes auxquels est confronté le peuple soviétique, votre courage pour avoir renversé le courant de pensée, qui pendant des années emprisonnait le monde révolutionnaire dans une barrière d'acier est digne d'éloge. Il est clair comme le cristal que chacun considère aujourd'hui le communisme comme une idéologie digne de l'histoire mondiale ancienne. Je demande à votre Excellence de faire sérieusement des recherches sur l'Islam, non pas parce que l'Islam et les Musulmans ont besoin de vos recherches mais parce que ce sont les valeurs exaltées universelles de l'Islam qui peuvent garantir le confort et sauver les nations.

En dernier, j'annonce explicitement que la République islamique d'Iran, en tant que la plus importante et forte base du monde islamique peut combler le vide pervers de croyance de votre système."

Si l'on se souvient que l'Occident craignait, dans les années 70, l'arrivée de l'ex-URSS sur le bord du golfe Persique, il faut au moins admettre à quel point nos analyses ont pu se révéler trompeuses.

L'Iran se considère désormais comme le chef spirituel et temporel du monde oriental. Les républiques musulmanes au sud de l'ex-Empire risquent de devenir le champ clos d'un affrontement entre Sunnisme et Chiisme, prolongeant dans le Caucase la rivalité entre Riad et Téhéran et Moscou.

L'Iran développe, pour compenser sa faiblesse stratégique, une idéologie de guerre sainte, focalisant l'énergie d'un peuple qui connaît depuis dix ans un véritable effondrement de son niveau de vie. L'appauvrissement s'est accompagné de l'exécution de 100 000 opposants alors que la guerre Iran Irak a causé 600 000 morts et que les meilleures élites intellectuelles ont du s'exiler.

Rappelons, à titre de comparaison, pour déplorer l'aveuglement occidental et soviétique, que le régime tant critiqué du Shah a fait officiellement exécuter 312 personnes en 25 ans. Désolant certes mais que signifiaient les violentes campagnes d'opinion qui ont facilité l'accession au pouvoir d'une autocratie religieuse ?

La stabilité provisoire de la république islamique iranienne et l'occupation militaire de l'Irak, ne doivent pas faire illusion. Lorsque la réduction des réserves mondiales de pétrole s'ajoutera aux besoins de la population et à la xénophobie ambiante, les données d'une nouvelle crise majeure seront alors réunies.

Les attentats fomentés par les disciples de Ben Laden, les manifestations intégristes en

Europe occidentale : autant de signes qui paraissent avoir surpris les milieux politiques habitués à vivre dans le confort de leurs certitudes aseptisées.

En France, l'affaire du voile islamique dans les collèges déconcerte elle aussi : plus qu'une croyance, le voile affiche un symbole, celui de la suprématie du religieux sur la société civile, l'acceptation de la ségrégation par la femme et surtout l'irrésistible ascension de l'immigration africaine, qui lentement mais irrésistiblement submerge l'Occident.

Prévision de la démographie mondiale entre 1994 et 2030

	1994	2030	Croissance (en %)	Observations
Europe et Russie	731	742	1 %	Évolution raisonnable
Amérique du Nord	295	368	24 %	Évolution rapide
Amérique du Sud	475	715	51 %	Évolution périlleuse
Asie et Océanie	3 400	5 100	47 %	Évolution périlleuse
Afrique	720	1 600	116 %	Extrapolation non crédible
Total	5 621	8 235	52 %	Évolution explosive

L'Europe et la Russie, avec une croissance de 1 % soit 11 millions d'habitants, ont pris conscience de l'importance d'une politique de maîtrise de la natalité.

L'Amérique du Nord, qui verra sa population augmenter de 73 millions, semble pouvoir faire face à cette croissance malgré des tensions déjà perceptibles entre les diverses communautés.

L'Amérique du Sud, avec une croissance démographique annoncée de 240 millions d'habitants, risque l'explosion sociale dans certaines de ses composantes comme le Brésil ou le Pérou. En revanche le Chili et l'Argentine s'acheminent vers une croissance socio-économique cohérente.

La démographie prévue pour l'Asie, avec une augmentation d'un milliard et demi, n'est pas accessible à notre entendement. D'autant que ce chiffre recouvre des disparités considérables, avec un Japon stable au milieu de voisins transformés en fourmillères : ayons la lucidité d'avouer que certains de ces ensembles humains risquent d'avoir dépassé la masse critique.

Les évaluations concernant l'Afrique présentent, quant à elles, peu de vraisemblance : l'arrivée envisagée d'un milliard hommes, sur un continent déjà soumis à des craquements inquiétants, n'est pas possible. Le retour à un équilibre naturel dramatique d'un continent qui a fait vivre 500 millions d'hommes durant des millénaires ne peut être écarté, si l'on prend conscience que l'expansion économique reste, depuis des années, inférieure à une croissance démographique qui dépasse 3 % par an.

3- L'obésité du tertiaire, une des causes de la crise

Si la dépression diffuse dont nous souffrons s'apparentait à un accident de parcours, à un ajustement cyclique rencontré une ou deux fois par décennie, les autorités politiques et monétaires auraient raison d'appliquer les médications de Keynes, en injectant des liquidités dans un organisme en état de choc provisoire. Ce n'est plus le cas et les remèdes traditionnels restent sans effet, puisque un mal envahit progressivement les sociétés occidentales : l'obésité d'un tertiaire qui asphyxie progressivement les secteurs directement créateurs de richesse (industrie et agriculture), en créant trop souvent un PIB artificiel masquant la baisse de niveau de vie réel du citoyen.

Il y a encore 50 ans, services et administrations se fixaient la mission de valoriser la production et de promouvoir le corps social, mais cette gestion prudente est bien oubliée aujourd'hui. L'image de la France au siècle dernier conforte cette observation : selon les données du recensement de 1866, notre pays comptait 38,5 millions d'habitants et la structure de sa population (actifs et inactifs) se présentait de la façon suivante :

1- Agriculteurs	20 500 000	
2- Manufacturiers	2 500 000	
3- Artisans	9 500 000	
Population attachée aux secteurs productifs		32,5 millions d'habitants
4- Professions libérales, rentiers, fonctionnaires	4 000 000	
5- Personnel de maison	1 000 000	
6- Divers	1 000 000	
Population attachée aux secteurs des services		6 millions d'habitants
Total		38 500 000 habitants

Les secteurs productifs (agriculture, industrie, artisanat) regroupaient donc, avec les actifs et leurs familles, 32,5 millions de personnes, soit 84 % de la population, tandis que le secteur des services comprenait seulement six millions de personnes, soit 16 % de la population. Bien entendu, le recensement de 1866 ne différenciait pas les actifs et les inactifs, mais les proportions entre secteurs productifs et secteur des services restent significatives.

A cette époque, Haussmann terminait l'urbanisation de Paris, le réseau de voies ferrées atteignait 20 000 km, Ferdinand de Lesseps perçait le canal de Suez. C'était une France, moderne, en pleine expansion, qui pensait d'abord à développer son industrie et à étendre son influence à travers le monde.

A partir de 1970 une grave distorsion s'est installée de façon structurelle : en s'appuyant sur les pouvoirs de séduction des nouveaux médias et sur les technologies informatiques, les secteurs protégés des services, majoritaires en effectifs, ont pris le pouvoir et l'administration, s'élevant en lobby, travaille en priorité pour elle-même.

A l'heure actuelle, les secteurs productifs ne conservent plus que la portion congrue de la valeur ajoutée. Une telle extrapolation abusive trouve forcément un jour sa sanction : la bulle a

crevé et depuis quelques années le consommateur veut retrouver un ratio qualité-prix normal. Les excès d'une économie d'apparence s'étant amplifiés, ils risquent de conduire nos fragiles navires économiques au naufrage, si les responsables ne redressent pas la barre à temps.

Comparons d'abord le secteur tertiaire aux USA et au Japon : les chiffres illustrent de façon éloquente l'affaiblissement des Etats-Unis malgré la domination politique et monétaire exercée par la première puissance mondiale. Aux USA, le secteur tertiaire employait, en 1991, 72 % de la population active et constituait 68 % de la richesse nationale. Sur 100 \$ de PIB, 68 \$ vont aux services et 32 \$ à la production. En moyenne, les 2/3 de la valeur d'un produit sont ainsi consacrés à la marque, à la publicité, aux services et aux administrations qui l'entourent.

En période de doute, le citoyen finit par se poser la question : pourquoi payer 100 \$ ce qui est produit à 30 \$? La sophistication des outils marketing a longtemps persuadé le consommateur qu'il devait acheter une image télévisée. Cette fuite en avant permanente devait forcément trouver une limite : celle des 600 messages publicitaires quotidiens, voulant créer des conditionnements et des slogans, pour faire admettre la dérive injustifiée des coûts, qu'ils soient de nature privée ou publique. Ce gavage finit par susciter le doute, puis le rejet.

Une part croissante du corps social, élites en tête, fait ses comptes et refuse de jouer un jeu biaisé. Que signifient, en effet, les 5 points de PIB supplémentaires confisqués par le secteur des services ? Pour l'Américain moyen son niveau de vie progresse peu, alors que l'économie doit faire face à une montagne de dettes.

À l'inverse, l'exemple japonais montre qu'une société musclée réussit mieux qu'une société empâtée car elle accumule des excédents tout en assurant le plein emploi.

En cette fin de siècle, une proportion d'environ 55 % à 60 % du PIB affecté au secteur tertiaire suffit à valoriser la production d'un pays moderne. Un pourcentage supérieur à ce chiffre annonce l'existence de services parasites entraînant soit un appauvrissement des citoyens en termes réels soit une augmentation du chômage.

Malheureusement la France se trouve, vis-à-vis de l'Allemagne, dans la même situation que les Etats-Unis vis-à-vis du Japon. En 2003, le secteur tertiaire français employait 72 % de la population active alors qu'outre-Rhin, les services ne touchaient que 69 % du PIB. Cet écart de trois points entre les deux pays est sensible et il explique la supériorité de l'industrie allemande (30 % contre 25 %).

En France, les effectifs excédentaires occupés dans le tertiaire et correspondant aux six points de prélèvements supérieurs à la moyenne européenne s'élèvent à 1 500 000 personnes. Sur ces bases, la population active française se répartit en quatre catégories :

. Emplois réels :	19,5 Millions (80 % de la population active)
. Sureffectifs du tertiaire :	1,5 Million
. Stages :	1,8 Million
. Chômage officiel:	2,5 Millions

Ces chiffres ne tiennent compte ni des RMI (1 million), ni des préretraités.

Alors que le contexte de crise économique rend la compétition mondiale de plus en plus sévère, l'asphyxie de l'économie française, par son excès d'administration et l'inflation de ses services, sanctionne durement nos nationaux.

D'autres pays, en forte croissance, ont mieux maîtrisé la montée du tertiaire : la Corée du Sud fournit un exemple de développement cohérent. Entre 1970 et 2000, elle a pu simultanément répondre à plusieurs objectifs :

- Améliorer la productivité de l'agriculture en réduisant des 2/3 la main d'œuvre employée;
- Faire passer la part de l'industrie dans le PIB de 29 à 50 %;
- Réduire l'importance du tertiaire malgré l'augmentation du nombre des actifs.

Il est vrai que la croissance rapide de ces 20 dernières années s'est effectuée moyennant certains déséquilibres financiers et une démocratisation trop lente de la vie politique, mais la réussite demeure incontestée.

La convergence des économies, prévue par Maastricht, exige que soient enfin lancées en France les réformes de structure libérant le secteur productif des charges excessives qu'il supporte. Le secteur tertiaire non-marchand devra tôt ou tard réduire la place excessive qu'il s'est progressivement attribuée : c'est la condition première pour assurer la reprise d'une croissance saine et un retour progressif au plein emploi.

4- Comment le développement économique peut-il être paralysé ?

L'effondrement brutal du système communiste devrait alerter l'opinion sur les risques encourus lorsqu'un pouvoir politique tente de nier les réalités socio-économiques, ou pire, lorsqu'il cherche à créer un monde utopique, basé sur des artifices, entraînant récession et décadence économique.

Pour mieux comprendre, nous pourrions prendre l'exemple de la carène liquide d'un navire : c'est une infiltration d'eau qui s'accumule peu à peu dans les cales et donne une assiette trompeuse. Bien entendu un équipage attentif veillera à pomper le liquide en excès et, par temps calme, l'accumulation du liquide restera donc surveillée puis évacuée régulièrement.

Mais si le navire est mal entretenu, si le commandant se désintéresse de l'état du bateau, si les pompes sont insuffisantes, l'eau s'accumule insidieusement. Rien de dramatique tant que le ciel reste serein et les vents portants. Malheureusement dès qu'une tempête se lève, la carène liquide se déplace de bâbord à tribord et d'un seul coup le navire chavire entraînant la mort des insoucients.

Le XX^{ème} siècle a vu se gonfler trois formes de carènes liquides qui expliquent les crises structurelles que nous subissons :

1- La démographie galopante des pays en voie de développement, que nous avons décrite et qui mine les tentatives de décollage économique. Le Japon, en 1945, s'est imposé un contrôle draconien des naissances afin de pouvoir assumer sa reconstruction alors que l'Islam et l'Afrique refusent cette discipline.

2- L'inflation des services parasites chez certains pays développés.

A chaque stade de niveau économique correspond un optimum de services. Lorsque les lobbies des services exigent la priorité dans le partage de la richesse, ils anéantissent le secteur productif qui les fait vivre : cette ponction injustifiée entraîne l'économie dans une spirale prélèvement-chômage.

3- Les immigrations excessives et non contrôlées, qui représentent alors une charge trop forte pour le pays d'accueil. A fortiori lorsqu'il s'agit de populations de cultures différentes qui risquent de ne pouvoir trouver d'emplois adaptés à leur mode de vie.

Ces voies d'eau, qui minent les sociétés développées, peuvent être longtemps masquées par les moyens sophistiqués dont disposent les Etats :

4. Les outils financiers, comme les déficits budgétaires ou les montages monétaires, ne soignent pas les faiblesses socio-économiques mais elles les apaisent en les endormant comme une morphine, et cela durant de longues années;

5. La pression du marketing, qui entraîne les consommateurs dans un univers mythique de faits divers et de spectacles. Les citoyens sont alors tentés d'élire les hommes politiques qui proposent le chemin du moindre effort, avec du pain et des jeux. Le *Panem et circenses* des Romains constitue encore trop souvent la drogue des peuples sans projet.

6- Les leurres économiques.

Lorsque l'opinion estime que le développement des services enrichit systématiquement la société, l'extrapolation abusive fonctionne sans réserve. Le recrutement de plusieurs centaines de milliers de fonctionnaires se présente alors logiquement comme une plus-value supplémentaire qui valorise le PIB. Avec ses 2/3 de PIB sous forme de services, la France croît figurer parmi les pays les plus riches du monde, pendant que l'appauvrissement et le chômage rongent la société.

L'agriculture ne représente plus que 3 % du PIB, et sa suppression pure et simple pourrait être théoriquement compensée par une augmentation équivalente du secteur tertiaire ! Un Candide malveillant oserait peut-être rétorquer que le Français n'aurait plus rien à manger malgré sa prospérité comptable, et ce Candide aurait raison : la vraie richesse reste en effet basée sur les secteurs productifs qui, seuls, dégagent des surplus autorisant une certaine quantité de services.

Le tertiaire majoritaire impose désormais sa loi et réclame une part croissante du PIB. La crise démontre que cette part exigée par les services dépasse les limites du raisonnable.

7- Les leurres politiques.

Ils visent à convaincre l'opinion de la nécessité de réformes, brusquement essentielles au progrès de la société, et s'accompagnent de débats entraînant une illusion d'importance durant quelques semaines. Citons l'exemple des lois sur le harcèlement sexuel. Qui s'en souvient aujourd'hui ?

8- Les leurres humanitaires.

Agissant sur la sensibilité, les campagnes humanitaires mobilisent les énergies par des effets aussi spectaculaires que fugitifs. Pendant que l'opinion ruisselle d'une émotion entretenue et que le citoyen compare ses difficultés à une actualité extérieure tragique, les difficultés nationales s'estompent pour un temps.

9- Les leurres idéologiques.

Durant des années, le régime soviétique a tellement impressionné les intellectuels, les médias, les hommes politiques, qu'aucun officiel n'osait mettre en cause la façade imposante de l'ex-URSS. L'image s'est imposée aux foules jusqu'à ce que les voies d'eau aient entraîné l'imposant paquebot au naufrage. Il aura fallu 70 ans de falsifications avant que ne se produise le désastre.

Voilà le grand danger des voies d'eau qui s'accumulent dans les flancs de nos sociétés : elles laissent du temps aux faux prophètes pour pervertir leurs disciples et ceux qui les écoutent.

Bien entendu la transformation des voies d'eau qui alourdissent nos sociétés, en carènes liquides qui les font chavirer, n'est pas un concept nouveau : dès les années 1930 certains éditoriaux mettaient en garde contre les dangers du nazisme ou les horreurs du stalinisme. En général ces augures étaient présentés soit comme des bellicistes, des anti-communistes ou des anti-nazis primaires.

Les mises en garde actuelles, contre les dangers de nouvelles voies d'eau en formation, ne paraissent pas bénéficier aujourd'hui d'un accueil plus lucide :

- Les Français demandent la préservation d'acquis sociaux subventionnés par les déficits.
- Les Américains veulent prospérer aux dépens du reste du monde.
- Les Japonais, méprisant le laxisme occidental, espèrent dominer l'économie mondiale.
- Les Chinois comptent sur leur nombre, le Tiers-Monde s'appuie sur l'anticolonialisme pour faire oublier ses errements, les régimes islamiques rêvent de guerre sainte.

À chacun ses faiblesses, mais certains sauront prendre à temps les mesures qui s'imposent et les autres s'enfermeront dans leurs mirages. Le grand historien anglais Toynbee a magistralement analysé les causes de l'essor et du déclin des grandes civilisations, et Paul Kennedy s'est essayé à un exercice similaire à partir des exemples espagnol et américain.

Les prophètes paraissent peu écoutés en dehors de quelques cercles d'initiés, et pourtant, de façon diffuse, l'opinion s'inquiète. La France paraît comprendre les risques d'un chômage qui mine la société, d'une immigration non contrôlée, des dérives budgétaires, des déséquilibres sociaux. L'Italie s'attaque à la Mafia et au redressement de ses comptes. Un peu partout, des volontaires prennent conscience des vraies priorités, mais il est indispensable qu'ils soient mieux compris et davantage suivis.

5- Les capacités actuelles en eau potable sont ne peuvent répondre aux besoins du XXIème siècle.

Les prévisions démographiques annonçant le doublement de la population mondiale pour les années 2020 ne prennent pas en compte le problème vital de l'eau : il se pose pourtant déjà avec acuité dans de nombreuses régions du monde, comme le montrent les récentes négociations entre Israël et la Jordanie sur le partage des eaux du Jourdain. Roger Cans, dans son ouvrage *“La bataille de l'eau”*, énonce ainsi le problème : *“pendant des siècles, les hommes se sont battus pour conserver ou étendre leur espace vital. Nous vivons une époque où les territoires sont désormais appropriés. La bataille s'est désormais déplacée sur le front intérieur pour approvisionner en eau les populations urbanisées : qu'elle vienne à manquer et l'on reverra les guerres de conquête pour l'accès au fleuve, la reprise d'une montagne ou le bombardement du barrage voisin qui accapare la ressource commune”*.

L'eau potable qui représente 3 % de la masse liquide du globe est retenue pour les 3/4 par les glaces du pôle : ce qui reste provient des pluies qui arrosent, coulent ou restent enfouies sous forme de nappes souterraines. La démographie du XXème siècle a déjà gravement perturbé l'entretien de cette ressource rare. Besoins agricoles croissants, barrages hydrauliques, extension des terres irriguées. Cette course à la consommation amorce une spirale de déséquilibres écologiques.

- **L'irrigation.** Son emploi massif produit à la longue une stérilisation des sols et réduit progressivement leur fertilité, car si l'eau de pluie reste pure, naturellement distillée, les eaux de ruissellement et souterraines se chargent des minéraux et des sels rencontrés sur leur parcours. La FAO estime que chaque année 125 000 hectares de terres irriguées deviennent ainsi non-cultivables. Au Pakistan, des millions d'hectares subissent des baisses de rendement importantes. En Egypte, une part croissante de la production est menacée et l'assèchement de la mer d'Aral a sinistré une région autrefois florissante. La salinité touche à l'heure actuelle les terres irriguées au Turkménistan, aux États-Unis, en Chine, au Pakistan, en Inde et au Mexique.

- **La guerre de l'eau au Moyen-Orient.** Si l'accès au pétrole constitue la préoccupation essentielle des Occidentaux, les approvisionnements en eau restent celle des peuples d'une région où les ressources sont très inégalement réparties, alors que la consommation doit servir les besoins d'une population qui a triplé en 50 ans.

1- Israël. Malgré une politique de recyclage et d'économie drastique, le pays consomme davantage d'eau qu'il n'en reçoit, ce qui implique la maîtrise du Jourdain, du Golan et des nappes phréatiques. Un accord avec la Jordanie est certes indispensable, mais il laisse en suspens une donnée majeure : les 100 000 colons israéliens consomment 80 % des eaux souterraines, n'en laissant que 20 % aux 1 500 000 Palestiniens.

2- La Syrie. Les conflits présents et à venir impliquent ses voisins : Israël et le problème du Golan, la Jordanie qui a besoin de l'eau du Yarmouk, la Turquie surtout : elle prévoit de retenir une partie importante des eaux de l'Euphrate au profit de ses barrages et des ses irrigations, qui

risqueraient d'assécher le lac Assad.

3- La Turquie. En contrôlant les sources du Tigre et de l'Euphrate, elle est le château d'eau du Moyen-Orient et retrouve la prééminence qu'elle exerçait du temps des Sultans. Elle avait proposé de fournir à la péninsule Arabique deux milliards de mètres cube d'eau par an, mais l'Arabie Saoudite, soucieuse de garantir son autonomie, privilégie les usines de dessalement. La Syrie a reçu la garantie que l'Euphrate lui assurerait un débit minimum de 500 mètres cube par seconde.

Le barrage Atatürk, quatre fois plus puissant que celui d'Assouan, fournira l'énergie de deux centrales nucléaires et irriguera 500 000 hectares. En 2015, l'ensemble des barrages comprendra 17 usines hydro-électriques capables d'irriguer 1 500 000 hectares. On voit mal comment de tels projets n'assècheraient pas la Syrie et l'Irak. Le droit international ne régissant pas l'usage des fleuves, la Turquie peut, en théorie, employer son eau comme elle l'entend.

4- Le Nil. Lui non plus n'est pas inépuisable : l'Ethiopie, qui contrôle 80 % des eaux du Nil bleu, a toujours refusé le partage des eaux conclu en 1959 entre le Caire et Kartoum. Addis Abeba a prévu un plan d'aménagement qui exigerait un prélèvement de plusieurs milliards de M3 par an sur le fleuve : une véritable catastrophe pour l'Egypte comme pour le Soudan.

La guerre pour une ressource aussi commune est-elle possible ? Certains commentateurs israéliens prévoient des conflits entre pays arabes. De tempérament plus pacifique, le ministre de l'environnement indien estime qu'en 2015, la monnaie d'échange ne sera ni l'or ni le pétrole, mais l'eau. Une certitude : démographie et développement semblent incompatibles, dans certaines régions, lorsque les besoins en eau ne peuvent être réduits.

6- Les "bulles", signes de fièvre des économies modernes : les réserves de pétrole, les bulles financières, les bulles immobilières, les bulles médiatiques

Le terme de "bulle" se banalise depuis que les commentateurs l'ont associé au krach financier de 1987 et à ceux de l'immobilier de 1990 et 1994. Les bulles suivent un parcours bien particulier : elles naissent sous la baguette de spéculateurs avisés qui vont préparer les ingrédients de sa croissance : tout l'art consiste ensuite à faire entretenir l'engouement par le consommateur persuadé de pouvoir s'enrichir de façon rapide.

Le concept n'est pas nouveau. Law, dans les années 1700, fut le premier inventeur de bulle : naissance discrète, appui officieux puis officiel, spéculation euphorique, puis délirante, suivie de l'explosion.

Si notre époque voit proliférer les bulles comme des champignons après une pluie d'automne, il faut insister sur le fait qu'elles présentent plusieurs différences de nature avec les carènes liquides.

- Le phénomène ne se produit ni de façon lente, ni de façon insidieuse. La bulle apparaît, s'épanouit, et meurt en quelques jours, quelques mois, ou quelques années.
- Les bulles s'apparentent souvent à des fièvres dont il faut trouver la cause. La croyance en un tertiaire créateur de richesses illimitées a poussé les financiers à construire des bureaux sans se préoccuper du marché réel, entraînant la naissance de bulles immobilières. Il en est de même pour les bulles financières qui jouent sur la crainte ou l'espoir d'épargnants, partagés entre le désir de sécurité et la tentation de gains rapides.
- Une bulle éclatée cause des dégâts qui se réparent avec le temps. La bulle n'est qu'une fièvre passagère due à une extrapolation abusive qui doit, tôt ou tard, être corrigée par la sanction du marché. Son éclatement constitue une réaction saine de l'économie ou de la société civile.

Plusieurs bulles constituent des cas particuliers : l'une est bénigne (la bulle médiatique), l'autre beaucoup plus sérieuse (le chômage) car c'est une fièvre qui dénote une profonde détérioration socio-économique :

- **Les bulles médiatiques.** Elles dévorent l'actualité, avant de disparaître, pour laisser place à une nouvelle éclosion : une sorte de mouvement perpétuel entraînant l'opinion vers des faits divers très vite oubliés. Ces feux d'artifice risquant de lasser à la longue, les médias se révèlent à la fois puissants et fragiles.
- **La bulle du chômage.** Certains pays ignorent le chômage : il n'est donc que la conséquence de voies d'eau longtemps ignorées comme la tertiarisation trop rapide de la société ou l'acceptation d'une importante immigration non intégrée. Malheureusement, rares sont les Etats qui s'attaquent aux causes réelles qui font naître les bulles : on préfère soigner les effets et non les causes.

Dans certains pays comme la France on peut craindre que la bulle du chômage ne se métamorphose en explosion sociale si l'on refuse de s'en prendre aux causes profondes du phénomène, à commencer par l'immigration incontrôlée qui dynamite la société française. .

La bulle pétrolière.

La planète ne manque pas d'énergies fossiles. En dehors du pétrole, les réserves de charbon, de schistes bitumeux, les potentialités du nucléaire, peuvent fournir plusieurs siècles de consommation. Ce n'est pas le cas du pétrole dont les réserves sont limitées. A 20 \$ le baril, on ne peut ni économiser l'énergie ni préparer les énergies de substitution, rentables à partir de 40 \$ le baril. La bulle énergétique grossit rapidement si l'on examine les projections des réserves, de la production et de la consommation.

La crise de 1974, qui a vu flamber le baril à 30 \$ en plongeant les pays développés dans la récession, a conduit l'Occident, et la France en particulier, à promouvoir une recherche de moindre dépendance, en mettant en oeuvre des énergies de substitution : gaz, nucléaire.

Le marché pétrolier repart à la hausse depuis quelques mois : il est stabilisé autour de 50 \$ le baril, mais les perspectives pour les années à venir paraissent beaucoup plus incertaines, et cela pour trois raisons :

1- Les Etats-Unis récusent toute remise en cause de leur mode de consommation. Payer le carburant plus de 0,5 \$ le litre (2FF) reste un tabou sur lequel aucun gouvernement n'ose revenir, malgré les conséquences désastreuses à terme. L'Américain consomme deux fois plus de pétrole par habitant que l'Européen, alors que les réserves nationales s'épuisent de façon irrémédiable : dans 10 ans la production de la plupart des puits commencera à décliner.

En 1970, les USA importaient 30 % de leur consommation, puis 50 % en 1990. En l'an 2004, 65 % du pétrole consommé vient du Moyen-Orient.

2- En Europe, la Grande-Bretagne et bientôt la Norvège voient leur production décliner. Globalement, l'équilibre entre production et consommation n'est assuré que par la faible croissance européenne qui stabilise sa consommation depuis plusieurs années.

3- Les pays de l'OCDE consomment 60 % de la production pétrolière mondiale. Le calme qui règne sur les marchés sous-entend que les pays en voie de développement pourraient assurer leur développement sans peser sur les cours. Pourtant, une croissance de 5 % par an ferait flamber le prix du baril et un scénario à 10 % le ferait exploser.

Le marché actuel reste artificiel. Un cours permettant à la fois un meilleur rendement de l'extraction et le lancement d'ambitieux programmes visant à extraire le pétrole, des schistes bitumeux, du gaz et du charbon, exigerait un prix du baril situé entre 50 et 70 \$. Cet impératif tétanise malheureusement les milieux politiques en raison des risques de récession qu'impliquerait sa prise en compte.

Les bulles financières

1 L'endettement des grandes puissances.

L'endettement des grandes puissances, encore raisonnable dans les années 1980, s'est transformé progressivement en bombe à retardement échappant aux économistes, depuis que ces derniers ont mis au point des instruments techniques sophistiqués, permettant aux grandes institutions publiques ou privées d'internationaliser les flux de capitaux. Ces bulles explosent les unes après les autres :

- Les bulles financières basées sur des spéculations et les raids de condottières se terminant en faillite. .
- La bulle immobilière laissant croire à l'opinion que "*les arbres peuvent monter jusqu'au ciel*" selon l'expression d'un président de banque.

Endettement et épargne doivent être associés pour mieux cerner la santé financière d'un Etat, or l'épargne américaine se révèle insuffisante : en 2003, avec 1,2 % du revenu disponible, elle reste 8 à 10 fois inférieure à celle du Japon, de l'Allemagne et de la France.

N'existe-t-il aucune issue à la crise financière qui menace la reprise ? La marge de manoeuvre existe, mais elle est politiquement difficile à mettre en oeuvre. Comme le taux de prélèvement n'atteint que 30 % du PIB aux USA, l'adoption de la TVA associée à un impôt sur les carburants limiterait à la fois le gaspillage d'une ressource rare tout en comblant les déficits. Mesures de simple bon sens que la présidence Bush ne pourra faire adopter devant la pression des constructeurs d'automobiles.

En revanche, les stratégies japonaise et allemande sont basées sur une rigueur certes difficile, mais appuyées sur la même volonté de ne pas céder au laxisme. D'abord, une volonté de privilégier les secteurs productifs et de prévoir l'avenir en accumulant les réserves monétaires durant les époques de prospérité pour être en mesure de réinjecter les réserves accumulées pendant les périodes de vaches maigres. Les déficits restent des accidents et l'endettement une tare. Nous vivons un remake de la fable "*la cigale et la fourmi*" avec une différence qui choquerait La Fontaine : les cigales américaine et française demandent que la vertu soit punie et le vice récompensé. Les fourmis n'en ont cure, estimant que l'avenir confirmera la prééminence de l'effort sur la facilité.

Le président Bush en avait fait l'humiliante expérience au cours d'un voyage officiel à Tokyo, et le gouvernement français commence à user la patience pourtant éprouvée d'un chancelier Kohl, devant faire face simultanément à une réunification très onéreuse et à une Europe qui réclame des aides de toute nature. La RFA considère les sommes avancées pour l'ex-RDA comme des investissements et non comme des dépenses courantes. L'endettement est un handicap, non une panacée, et la dévaluation une défaite intolérable. Le mark fort et une politique de taux d'intérêt cohérente indiquent à ses partenaires la voie d'une politique qui permet à terme de renforcer l'économie. Pourquoi ne pas s'inspirer d'une telle réussite ?

3 L'endettement des pays en voie de développement.

La situation des pays en voie de développement se différencie si rapidement qu'il n'est plus possible de comparer des ensembles régionaux hétérogènes. Les bilans financiers constatent ces dissonances qui s'amplifient avec le temps : le Sud-est asiatique émerge à l'exemple de Taiwan accumulant des réserves, l'Afrique Noire conserve des créances non-recouvrables, le Moyen-Orient et le Maghreb tentent de présenter une façade financière acceptable, l'Amérique du Sud juxtapose réussite à la chilienne et crise argentine.

L'argent devient une ressource rare : les priorités des USA se dirigent vers le nouveau marché Nord-Américain, celles du Japon vers ses partenaires asiatiques, celles de l'Allemagne se concentrent vers la RDA et les pays de l'Est. De son côté, la France, avec ses moyens limités, tente de maintenir à flot ses anciennes colonies. Partout un seul message : aidez-vous beaucoup et le FMI vous aidera un peu.

L'endettement se révèle un critère relatif qu'il ne faut pas séparer des autres paramètres économiques. Dans tous les cas, le déficit budgétaire, s'ajoutant à l'ensemble des prélèvements, pèse davantage, en valeur relative, sur les pays à fort taux de prélèvements que sur ceux à faible taux : le Japon avec sa dette publique importante supporte plus facilement une ponction sur sa richesse vive (30 % de prélèvements) que la France avec ses 44 %.

Rappelons aussi que le financement de la dette est d'abord assuré par le volume d'épargne nationale disponible. Les Américains, avec un taux d'épargne de 4 %, ne peuvent couvrir seuls la totalité de leur dette alors que le Japon et l'Allemagne disposent de surplus financiers, grâce à un taux d'épargne se situant entre 12 et 15 % du PIB.

En ce qui concerne les pays en voie de développement, on conçoit l'importance vitale des crédits extérieurs puisque, le plus souvent, il n'existe aucune épargne nationale significative.

4- Dette française et déficit budgétaire.

Les pouvoirs publics cherchent à minimiser l'importance du déficit budgétaire et son poids sur l'économie, attitude significative d'une époque obnubilée par le court terme : malheureusement les déficits ne s'effacent pas d'eux-mêmes, ils s'ajoutent année après année en asphyxiant la croissance.

La dette en francs courants

1980	500 milliards de francs
1994	2 500 milliards de francs
1995	3 000 milliards de francs
1996	3 500 milliards de francs
2004	6 500 milliards de francs (1 000 milliards d'Euro).

La dette progresse deux fois plus vite que la richesse nationale. En 20 ans, elle a été multipliée par dix, franchissant la limite fixée par Maastricht.

Le déficit budgétaire

1990	80 milliards de francs
1995	275 milliards de francs
2004	400 milliards de francs (60 milliards d'Euro).

Les taux de croissance sont souvent surestimés et les dépenses sous-évaluées : en 2003, le + 1,5 % retenu par le ministère de l'Economie sont devenus 0,2 %. Sur la base d'un PIB de quelque 1 500 milliards d'Euro, le déficit représente 4 % du PIB et le service de la dette est devenu le deuxième budget de l'Etat...

Les bulles médiatiques.

Qui pourrait contester la puissance des médias, à commencer par le premier d'entre eux, la télévision ? Nul n'échappe à son emprise, au point qu'aucune personnalité ne peut se faire connaître sans le recours au petit écran. Et pourtant le malaise s'installe, distillé par une certaine méfiance devant le scoop, le sensationnel, qui dérapent parfois dangereusement. Les techniques à venir amplifient encore la perplexité des créateurs d'images devant l'avalanche des programmes qui seront proposés à une clientèle de plus en plus sollicitée.

Curieusement, une audience record ne signifie pas absence d'esprit critique : l'objectivité de l'information est mise en doute depuis la découverte de manipulations ayant montré que la course à l'audimat avait entraîné des dérapages. Timisoara et ses charniers, reconstitution truquée d'un accident de voiture, reportage orienté sur la guerre du Golfe, télévisions attendant le débarquement des Marines en Somalie : les exemples ne manquent pas. Le téléspectateur réclame de l'information, mais n'accorde à celle-ci qu'une confiance limitée.

Un consensus demeure : il faut impressionner mais ne jamais inquiéter. Les émissions étant conçues pour rassurer ou divertir ne s'attaquent que rarement aux problèmes de fond : comparaisons économiques fiables, vrais chiffres de la délinquance, du Sida, du chômage, etc... Le client demandant du subjectif, du vécu, du rêve, on lui fournit ce qu'il réclame

Par contre, que deviendra le concept d'audience lorsque le nombre de chaînes passera de 30 à 500 ? Les producteurs cherchent déjà à fidéliser leur clientèle en spécialisant leur programmation et en multipliant les abonnements payants, mais comment mesurer des audiences pour convaincre les annonceurs ?

Agents économiques, citoyens, consommateurs guettés par une indigestion de programmes, deviennent insaisissables, et le retour à l'individualisme complique les actions tant politiques que commerciales. De son côté, une minorité de citoyens éduqués cherche l'information qu'elle juge utile, faisant apparaître un nouveau risque de société à deux vitesses.

Vers l'ère du non-dit et du politiquement correct.

Si l'information est souvent entraînée par le superficiel ostentatoire, on doit aussi se demander si elle ne dérive pas lentement vers une sorte de censure, interdisant de commenter les grands problèmes de l'époque avec objectivité. Seuls auraient alors droit de cité les événements conformes aux normes du marketing médiatique du moment. Deux exemples, dont l'un vécu professionnellement, illustreront cette évolution préoccupante :

- La guerre du Golfe. Du 1er août 1990 au 16 janvier 1991, l'Irak a été présenté comme une dictature redoutable obligeant l'Occident à entreprendre une campagne ressemblant à Verdun ou Stalingrad. Certains commentateurs allaient jusqu'à envisager la plus grande bataille de chars de l'Histoire. En mars 2003, la deuxième guerre déclenchée sous le prétexte d'armes de destruction massive inexistantes donna lieu à un matraquage médiatique sans précédent. Aller à l'encontre de médias convaincus se révélait une mission impossible, même en s'appuyant sur un argumentaire solide. La leçon de ces dérives apparaît clairement : la guerre en direct ne fait pas toujours progresser la connaissance, réduite trop souvent au spectaculaire qui s'écarte par trop d'une véritable information.

- Les nouvelles formes de calcul du PIB par le FMI qui met en avant de nouveaux concepts comme la parité de pouvoir d'achat, le taux de change naturel, le coût universel des produits. Alors qu'une bulle comme celle de la présentation de la guerre du Golfe se dégonfle rapidement car elle est soumise à des contraintes objectives (unité d'action, de temps et de lieu), ce n'est malheureusement pas le cas de l'information socio-économique. Rappelons qu'aucun commentateur ne s'était jamais hasardé à mettre en doute les chiffres permettant à l'ex-URSS de s'ériger en deuxième supergrand dès la fin de la Seconde Guerre mondiale. Et la fiction a duré 70 ans...

Ces artifices comptables, pleins de bonnes intentions, visant à valoriser les pays en voie de développement, ne peuvent que jeter le trouble dans les esprits et accentuer le scepticisme envers l'information économique, scepticisme qui n'avait pas besoin de cet accélérateur.

CHAPITRE VI

Sociologie française et suprématie américaine

1- L'exemple français de mutation sociologique

Si l'analyse géopolitique analyse les causes et les conséquences de l'évolution du monde à partir de critères aussi objectifs que possible, elle doit, bien entendu, se confronter ensuite avec son interaction sociale en acceptant des conclusions le plus souvent subjectives.

Le progrès technique, l'information, la mondialisation de l'économie ne sont pas perçus de façon homogène par l'opinion publique : les uns perçoivent l'évolution comme une chance, les autres comme une pénible nécessité, certains enfin comme une catastrophe qui remet en cause leur équilibre ou leurs acquis historiques. Le progrès fascine, mais il fait peur et l'on refuse le plus longtemps possible les informations qui contredisent les certitudes acquises. Par contre, si elles ne cessent de s'accumuler, la certitude (paradigme) vole en éclats dans un temps relativement court.

Comme le souligne la Cofremca sous la plume d'A. de Vulpian : *“à certaines époques un grand nombre de personnes vivent une restructuration brutale de leurs certitudes. Par exemple le développement de la poly sensorialité sape la préférence pour les idées claires, le simple, le linéaire alors que la modernité devrait s'appuyer sur le déterminé, la certitude, la causalité, la prévisibilité, la raison”*.

À partir de ces concepts, la Cofremca estime que nous sommes installés dans une phase de turbulence jusqu'en 2005 et que nous connaissons ensuite une phase d'épanouissement jusqu'en 2035. L'analyse géopolitique ne peut souscrire à une telle prévision sous-estimant les lignes de force de l'évolution historique. La réflexion stratégique aboutit malheureusement à un constat inverse : turbulences pouvant encore être maîtrisées jusqu'en 2005 mais ruptures probables à partir de 2005 pour trois raisons :

- 1- crise pétrolière due à l'épuisement des réserves américaines et à une demande mondiale en croissance rapide;
- 2- implosion engagée de l'Afrique noire due à sa démographie galopante et possible en Inde ou en Chine;
- 3- passage de l'islam religieux à l'islam conquérant lorsque le Maghreb et l'Égypte auront dépassé chacun le cap des 100 millions d'habitants.

Par contre l'analyse sociologique entreprise par la Cofremca selon sa méthode 3SC permet de fort bien cerner l'évolution et l'état actuel de la société française. On voit confirmer le fait que les Français ne s'insèrent plus que rarement dans les organisations ou les mécanismes institutionnels (églises, partis politiques, syndicats, etc...). C'est au niveau du microsocial informel que se tissent des interactions denses chargées d'affectivité et de plaisir : la famille vient en tête puis les amis. L'analyse typologique permet de répartir les Français en cinq catégories :

- 1- Les micro insérés de proximité (24 % de la population). En majorité des personnes d'âge mûr ayant une bonne connexion avec leur environnement proche.
- 2- Les micro insérés connectifs (24 % de la population). Ce sont des personnes jeunes ayant une activité sociale intense allant du cercle familial à de larges relations.
- 3- Les repliés (27 % de la population), peu actifs et ne sortant pas du cercle de personnes familières.
- 4- Les désinsérés (8 % de la population) qui restent isolés et sans relations.
- 5- Les macro insérés (17 % de la population) qui sortent peu, mais sont en contact avec les médias, les associations, les activités de solidarité.

Si l'on examine maintenant l'affiliation à des modèles sociaux, on est frappé par la rapide évolution du comportement de Français. La Cofremca l'analyse ainsi :

- Le modèle "*tradition paysanne*" ne touche plus que 7 % de la population;
- Le modèle prolétarien, imprégné de luttes des classes, ne concerne lui aussi que 7 % de la population;
- La modèle conscience chrétienne en regroupe encore 10 %;
- La modèle consommation glorieuse n'intéresse plus que 5 % des Français.

Sur ces bases, plus de 70 % de nos compatriotes ne se sentent plus concernés par les modèles traditionnels : ils ont des affinités et des répulsions fluctuantes, voire passagères, faites de liens légers non exclusifs. Se sentir Français n'est pas une appartenance forte, mais une résonance qui se renforce ou s'affaiblit selon les contextes. Les conséquences de cette fluidité de perception sont multiples :

- Les comportements de crise se sont durablement installés;
- Seules de véritables innovations peuvent emporter l'adhésion des consommateurs;
- La fracture gouvernants gouvernés, évidente au niveau national, pourrait maintenant toucher le niveau local.

Du fait de son retard à admettre des réformes, la France est contrainte à se projeter brutalement dans l'avenir et à défricher la voie permettant d'améliorer la participation des citoyens. La pression extérieure accélèrera cette évolution et les gouvernants devraient parallèlement expliquer le nouvel état du monde aux Français. Malheureusement il est clair que le monde politique, peut-être sanctionné par l'opinion, ne semble pas encore disposé à cet effort d'explication.

CHAPITRE VII

Les modèles et les contre-modèles

1- La Suisse : une gestion socio-économique optimisée.

Les théories sur le développement et la qualité des organisations socio-économiques doivent vérifier leurs résultats en les confrontant avec les exemples reconnus de réussite.

La Suisse se retrouve avec le meilleur indice mondial de développement (100), car c'est le pays qui utilise le moins d'énergie (125 kg d'équivalent charbon) pour produire 1 000 \$ de PIB. Ce n'est donc pas un hasard si la Suisse bénéficie aussi d'un niveau de vie par habitant parmi les plus élevés (35 400 \$).

On trouve aussi une convergence de succès et une qualité inégalée des structures socio-économiques : richesse des habitants, chômage faible, efficacité militaire, consensus politique, concorde fédérale. Ce palmarès se révèle d'autant plus méritoire que les défis que devait relever ce petit pays paraissaient insolubles : une région pauvre en ressources naturelles, une nature hostile dominée par des massifs montagneux, trois langues concurrentes, et une fédération de vingt cantons disposant chacun d'une large autonomie.

Qui aurait parié en 1848, lorsque sa constitution fut adoptée, que la Suisse s'imposerait un siècle et demi plus tard comme un modèle de développement harmonieux ? Et cela d'autant plus que ces résultats furent obtenus sans jamais avoir eu à solliciter une aide extérieure, qu'elle soit financière ou militaire.

Curieusement, certains commentateurs ou hommes politiques critiquent les succès et la puissance financière helvétiques, sans se rendre compte que cette vitrine enviée de la prospérité n'est que le résultat d'un effort continu : travail consciencieux recherchant un consensus à tous les niveaux (fédéral, cantonal, communal, national), et qui s'appuie à la fois sur la solidarité et sur la volonté de réussite.

Jamais la Suisse n'a sollicité, jamais la Suisse ne s'est érigée en censeur de ses voisins ou en donneur de leçons. Le souci des deniers publics et la recherche d'une efficacité maximum pour chaque dépense devraient constituer la ligne de conduite pour tous les gouvernements. Malheureusement, bien des États disposant de meilleurs atouts recherchent à l'extérieur les raisons de leurs échecs.

Cette efficacité helvétique se retrouve aussi dans la Défense nationale. L'armée suisse, avec sa force d'autodéfenses et ses capacités opérationnelles, paraît une des meilleures d'Europe. Elle peut mobiliser en 48 heures 625.000 hommes qui disposent de 800 chars, 1 500 véhicules, 3 000 armes antichars, 1 700 pièces de DCA et 300 avions de combat.

Si l'on réalise que chaque logement dispose d'un abri anti-atomique, que chaque famille dispose de réserves de nourriture, que chaque homme est entraîné régulièrement entre 20 et 50 ans, que chaque unité manoeuvre plusieurs fois par an sur sa zone d'action potentielle, on doit bien admettre que, là encore, la Suisse démontre une détermination et un coût-efficacité sans

équivalent.

Le budget de la Défense s'élève à 5 milliards de dollars. À titre de comparaison, (en excluant le nucléaire et la marine), la France dépense cinq fois plus pour son armée de terre et son armée de l'air, sans qu'il soit certain qu'elle puisse aligner le double des armements suisses, et, en cas de guerre, les mêmes effectifs.

Mais si la Défense suisse apparaît comme une vitrine de réussite sociale et de capacité militaire, elle n'échappe pas à l'ambiance pacifiste de l'époque. Le référendum sur la suppression de l'armée a recueilli 33 % de suffrages favorables et plus de 50 % à Genève. On peut y voir une certaine lassitude devant des obligations militaires contraignantes et les effets de l'affaïssement de la Russie. La menace potentielle d'invasion s'étant évanouie, cela accélère une tendance à la démobilisation déjà exprimée par les écologistes et qui explose brutalement avec la pression médiatique. La Suisse apprend à ses dépens, que, sans pouvoir de séduction, une des meilleures armées d'Europe peut se trouver contestée.

2- Afrique et tribalisme : le naufrage d'un continent

La traite des Noirs organisée par les Européens au début du XVI^{ème} siècle, s'est amplifiée au XVII^{ème} et au XVIII^{ème} : des millions d'Africains furent ainsi déportés vers l'Amérique et les Antilles entre 1680 et 1780. Ce funeste commerce, qui ne fut interdit par l'Angleterre qu'en 1807, a causé indirectement des milliers de morts : un génocide que l'Afrique n'a jamais oublié.

L'Afrique noire fut explorée beaucoup plus tardivement que le continent américain et en 1800, seules les côtes étaient connues. La connaissance de l'intérieur est due à des initiatives individuelles : James Bruce, John Rowlands Stanley, Richard Francis Burton, Pierre Savergnan de Brazza, René Caillé, David Livingstone. La colonisation n'intéressait d'ailleurs pas l'Europe et, jusqu'en 1855, Londres refusa même d'acquiescer de nouvelles colonies. C'est seulement en 1878 que le congrès de Berlin ouvrit la compétition entre les grandes puissances, pour une conquête de l'Afrique qui fut terminée en 20 ans, après que furent négociées en 1885 les zones d'influence.

Si l'on se réfère aux précédents historiques des conquêtes romaines, la colonisation occidentale fut de très courte durée : dès 1950, la marche vers l'indépendance était amorcée pour devenir effective au début des années 1960. À peine trois quarts de siècle de présence : une durée suffisante pour construire des infrastructures et faire connaître les possibilités de la civilisation technique mais trop faible pour que les peuples colonisés en assimilent les contreparties culturelles. La grande majorité de l'Afrique est ainsi restée dans l'état social où elle se trouvait à la fin du siècle dernier.

On oublie trop souvent que le seul trait commun aux Africains se limite à habiter le même continent, car ce qui les sépare est beaucoup plus important que ce qui les unit : pour 500 millions d'habitants, il y a 450 langues et 1 500 ethnies. La vérité sociale africaine étant faite de morcellements et de conflits ethniques, la greffe tentée par le colonisateur n'a en évidence pas pris, puisque les administrations ont été détournées de leur fonction d'impartialité pour servir d'instrument de domination d'une ethnie ou d'une tribu.

3- La situation réelle de l'Afrique

L'Afrique subit la plus forte croissance démographique de la planète. Alors que souvent les taux tendent à se stabiliser, en Afrique ils s'emballent et ne cessent de monter : 2,5 % de 1961 à 1973, 3 % jusqu'en 1980, plus de 3 % à l'heure actuelle.

Les 100 millions d'Africains que nourrissait le continent au début du siècle sont devenus 500 millions. Au train où vont les choses, les démographes s'accordent sur le chiffre d'un milliard d'habitants vers les années 2000-2010 : l'équivalent de l'Inde ou de la Chine d'aujourd'hui.

Que ces chiffres ne fassent cependant pas illusion : les modèles mathématiques présentent une logique que la sociologie ignore. Jamais l'Afrique ne deviendra une fourmilière et, contrairement à un réflexe anticolonialiste encore vivace, les anciennes puissances coloniales ne sont que partiellement responsables de cet état de choses.

Pendant trente ans, le continent a reçu 800 milliards de dollars, sans compter les soutiens constants de la Banque de France dans l'Afrique francophone. Il est aujourd'hui admis qu'un tiers de ces sommes, soit plus de 250 milliards de dollars, n'a jamais atteint sa destination, sauf à y transiter pour rejoindre la douce quiétude des coffres helvétiques ou autres. Des coins du voile commencent aujourd'hui à être soulevés : la fortune du maréchal président du Zaïre dépasserait quatre milliards de dollars, celle de l'ancien président du Mali, le général Moussa Traoré, deux milliards de \$. L'exemple venant d'en haut, que représente ces sommes par rapport aux prébendes des ministres, de la haute administration civile et militaire, des innombrables intermédiaires sans lesquels aucune affaire n'est possible en Afrique ?

Quant au reste des aides, il a été englouti en équipements militaires, en dépenses de prestige ou en acquisition de biens de consommation à l'étranger : rien ou presque rien, en investissements efficaces.

Dès 1960 René Dumont avait prévenu : "*l'Afrique noire est mal partie*". L'agriculture vivrière a été systématiquement détruite au profit des productions industrielles. Fascinée par les grands circuits internationaux, elle s'est brûlé les doigts. Les chocs pétroliers ont provoqué l'effondrement des cours: 80 % pour le bois, 47 % pour le phosphate, 38 % pour le cacao. De 1983 à 1987, les recettes d'exportations se sont soldées par une perte de 2,8 milliards de dollars pendant que les taux d'intérêts mondiaux flambaient. Le PNB par habitant, quant à lui, régressait de 560 à 450 dollars.

La dette de l'Afrique représente près de 300 % de ses recettes d'exportations. Comme elle ne les paiera jamais, les pays occidentaux se résignent à une perte sèche. Les créances mortes ne construiront cependant ni une agriculture adaptée à des masses humaines en croissance exponentielle, ni infrastructures nouvelles, car celles laissées par la colonisation, sont aujourd'hui obsolètes.

Exsangue, l'Afrique n'est plus au bord du gouffre, elle a commencé sa chute vers le fond du gouffre. Aux guerres internes qui s'amplifient, s'ajoute la désertification. En 30 ans, la forêt tropicale a perdu la moitié de sa superficie. L'incidence climatique entraîne une raréfaction des pluies qui provoque l'érosion des sols : chaque année le Sahara se rapproche du Kalahari de 150 kilomètres. Les deux déserts prendront bientôt en tenaille la coulée verte de l'Équateur.

Corrélativement, les famines se multiplient, aggravant la fuite vers les grandes métropoles. Trente pour cent de la population sub-saharienne sont maintenant urbanisés, entassés dans de gigantesques bidonvilles. Le manque d'hygiène, les épidémies commencent leurs ravages. Le taux de mortalité du choléra, qui a frappé le Tchad en 1971, est évalué à 50 % des malades atteints par ce fléau.

Que dire du Sida ? En 1990, cinq millions d'Africains étaient déjà touchés : la vitesse de propagation est telle, que le Bureau Américain des Statistiques estime qu'en 1992 l'épidémie

avait déjà touché 10 millions de personnes. Le Sida est déjà la première cause de décès en Côte d'Ivoire, en Ouganda, au Zaïre, au Rwanda. Au Zimbabwe, 40 % de la population serait séropositive.

Pour aider l'Afrique, les pays occidentaux ne peuvent s'appuyer que sur les structures étatiques qu'ils avaient eux-mêmes créées. Combien de temps tiendront-elles en présence de ce gigantesque mouvement d'implosion ?

Après l'Etat, les ethnies, enfin les tribus. Alors, oui, les derniers vestiges de la colonisation auront disparu.

Afrique francophone et anglophone : même constat d'échec.

L'Afrique, faute d'avoir élaboré une civilisation universelle, ne possède pas d'écriture propre. La communication avec l'extérieur s'effectue par l'intermédiaire d'une langue étrangère à sa culture. Les hasards de l'histoire coloniale ont ainsi créé deux cultures dominantes, l'une de langue française, l'autre de langue anglaise avec une exception, l'Angola portugaise.

Les colonialismes se voulaient d'esprits différents : directif dans la tradition française, empirique dans l'esprit anglo-saxon, superficiel pour les Portugais sans oublier le catholicisme brutal des Belges. Ces méthodes exportées ont toutes échoué devant le même rejet profond des Africains pour les concepts du rationalisme occidental.

L'Afrique francophone.

L'Afrique de culture française regroupait quinze pays majeurs : la Mauritanie, le Mali, le Burkina Faso, le Niger, le Tchad, le Sénégal, la Guinée, la Côte d'Ivoire, le Cameroun, le Congo, le Centre Afrique, le Gabon, le Zaïre, l'Ouganda et Madagascar. Parmi eux, le Sénégal, la Côte d'Ivoire et la colonisation allemande semblaient pouvoir conjuguer une certaine démocratie avec un certain modernisme.

Le président Abdou Diouf assure que l'aide extérieure permettrait de surmonter une passe conjoncturelle difficile au Sénégal, mais en Côte d'Ivoire, trois décennies de stabilité ont volé en éclats sous la pression de la crise du cacao, alors que le vrai problème restait d'ordre financier : chaque ivoirien devrait assurer une dette de 7 000 francs français envers la métropole. Le peuvent-ils ou le veulent-ils ?

Le Gabon, lui, bénéficie, sur le papier, d'atouts enviables : une population d'un million d'habitants (une densité de cinq habitants au km²), et de confortables recettes pétrolières assurant un PIB individuel dix fois supérieur à celui du Zaïre. Mais là encore, la richesse n'a permis de préparer, ni des technostructures de production ni une ossature politique stable. La prospérité possible n'a pas servi de stimulant.

L'Afrique anglophone.

Quatre formes de crise secouent l'Afrique anglophone. La faillite nigérienne, l'expérience sud-africaine, l'exemple kenyan, l'héritage colonial du Zimbabwe.

Le Nigeria fédère des particularismes inorganisés qui continuent d'avancer sur leur erre mais sans pilotage. L'Afrique du Sud possède une technostructure européenne efficace dont la

majorité noire fut longtemps exclue et qui veut maintenant accéder à la prospérité. Pour des raisons différentes, Kenya et Zimbabwe pourraient donner des signes d'avenir optimistes : le Kenya par sa gestion consciencieuse, sous l'égide du FMI, le Zimbabwe par une agriculture modèle gérée par 4 000 fermiers blancs.

Les facteurs négatifs risquent pourtant de l'emporter. La sécheresse et le chômage asphyxient l'économie du Kenya dont le trésor ne possède qu'un mois de devises. Quant au Zimbabwe, depuis que les accords de Lancaster House du 18 avril 1981 sont devenus caduques, les huit millions de paysans noirs lorgnent sur les domaines fertiles des blancs. Les terres sont en voie de nationalisation et seront réglées aux colons anglais en monnaie locale.

Où chercher une voie conduisant à l'espérance parmi les types de situation rencontrés ? Il faut aider les expériences pouvant réussir, mais si les étapes nécessaires au développement de la modernisation ne sont pas respectées et si la discipline démographique n'est pas admise, on ne peut que partager le souci d'Eden Kodjo, ancien secrétaire général de l'OUA : “*C'est à se demander si nos peuples et notre continent ne sont pas naturellement frappés d'incompétence*”.

4- L'Amérique latine : ambiguïté du développement

L'Amérique Latine paraît insaisissable car elle réalise encore difficilement la synthèse entre les trois civilisations qui composent son histoire : celles des Toltèques, des Aztèques, des Espagnols et des Portugais.

Imprégnés par leur culture raffinée, douce, efficace, les Toltèques ont découvert la culture du maïs et du coton, furent de grands constructeurs et de grands artistes qui travaillaient l'or et les pierres précieuses. La morale présidait aux relations sociales, la monogamie était instituée et le clergé respecté enseignait le livre saint : le Teoamoxtli racontant l'épopée de ses dieux, Tenacatecutli et Quetzolcoal. Après la mort, l'au-delà se voulait un printemps éternel qui ne voyait les hommes que d'un oeil clément.

Leurs successeurs, les Aztèques, pratiquèrent en politique et en religion une doctrine fondamentalement opposée. En politique, ils estimaient ne pouvoir survivre que dans la violence et dans des guerres sans cesse renouvelées. Chaque fois, dans leur histoire, que le peuple semblait s'assoupir dans un certain confort, ils créaient artificiellement une crise aiguë qui brisait une prospérité jugée intolérable : une sorte de révolution culturelle permanente.

Rappelons deux exemples trop méconnus. Installés un temps près de l'ancienne capitale Toltèque, Tula, ils endiguèrent les eaux de la rivière et en firent une région étonnamment prospère, mais le clergé ne pouvant admettre un tel embourgeoisement, les dieux exigèrent la destruction des digues : ceux qui se révoltèrent contre cette décision furent exécutés.

Reprenant leur errance, ils s'installèrent dans une région nommée Tizapan, ayant la réputation d'être inhabitable et infestée de serpents, la cultivèrent avec soin et en firent une contrée fertile. Cette prospérité et la paix retrouvée ne faisaient pas l'affaire du dieu Huitzipochtli qui exigeait une nouvelle ère de terreur.

Pour forcer le destin, les prêtres imaginèrent un scénario atroce : ils demandèrent au roi des Culheucan, leur voisin, la main de sa fille, ce qui fut accepté. Les Aztèques la reçurent en grande pompe et demandèrent quelques jours plus tard au roi de venir rendre visite à sa fille. Ils l'avaient écorchée vive et un jeune officiant s'était couvert de sa peau : le roi en pénétrant dans le sanctuaire aperçut alors la dépouille de son enfant.

La guerre qui suivit fut inexpiable et les Aztèques reprirent leur exil. Après une période de ténèbres, ils s'installeront par la force dans la région de Mexico dont ils firent leur capitale. Les prêtres, toujours insatisfaits, réclamèrent encore du sang, toujours du sang et exigèrent des sacrifices humains : il fallait des guerres pour se procurer des victimes.

À la mort de Montezuma I (1460) on institua la guerre sacrée : chaque mois, deux Etats Huexotznigo et Tlascalo devaient se combattre pour faire des prisonniers qui étaient ensuite sacrifiés et dévorés. Comme cela ne suffisait pas, le roi fonda un temple qui fut inauguré par le sacrifice le plus sanglant de l'histoire : 20 000 victimes furent égorgées simultanément. En 1502, Montezuma II monta sur le trône et Cortes, le conquérant espagnol, arriva au moment où les sujets de l'empire, mûrs pour un soulèvement général, étaient capables de donner à

l'envahisseur des alliés par centaines de milliers. Cortes entra une première fois à Mexico avec plus de 8 000 mercenaires. En 1501, après un siège sanglant la capitale aztèque tomba, fut pillée et l'empereur torturé pour lui faire avouer l'emplacement de ses trésors.

Si l'histoire aztèque s'était construite sur un monceau de cadavres, les Espagnols y répondirent par les conversions forcées et l'extermination. Les Indiens subirent trois siècles d'oppression et de tyrannie. "*Condamnés aux durs travaux des mines, ils succombent par milliers*", écrivait O.Reclus.

Les peuples d'Amérique Latine n'ont jamais trouvé la voie d'un développement normal : barbarie, génocide, impérialisme constituent leurs seules références. Comble d'injustice, la période Toltèque a été éradiquée par le destin !

Curieusement ce malaise politique ne recouvre ni racisme ni xénophobie. Durant un demi-millénaire, blancs, noirs, indiens se sont mélangés au cours des migrations successives, comme au Brésil, donnant à la population une certaine homogénéité, renforcée par la prééminence de la religion catholique.

Stratégiquement il faut séparer le Bassin Caraïbe de l'Amérique du Sud proprement dite. C'est une zone une zone vitale pour les États-Unis, avec son artère le Canal de Panama, centre de communication par lequel transitent les 2/3 des importations américaines.

Lorsqu'on saisit l'importance des délais nécessaires à la modernité et le parallélisme que doivent suivre démocratie, développement et démographie, il faut reconnaître que ces conditions n'ont été que rarement réunies depuis la colonisation.

Colonisation et impérialisme ont encouragé un découpage en États croupions facilitant leur domination politique et l'abandon d'un pouvoir de fait aux multinationales et autres holdings nord-américains. Un tel contexte a entraîné durant un siècle une succession de coup d'états et d'interventions extérieures incompatibles avec un développement harmonieux.

Les tensions paraissent enfin s'apaiser depuis que la Russie a renoncé à financer certaines agitations endémiques et que les USA tentent de mettre en place un minimum de démocratie. Mais c'est une démocratie formelle, issue d'élections libres, encore sans effet sur les problèmes structurels dus à la misère et à la pauvreté.

La société d'Amérique latine est le plus souvent duale. Une minorité efficace et cultivée anime des morceaux d'économie moderne mais d'abord à son profit. La majorité du peuple participe peu à la croissance et gonfle, du fait de la démographie, les favelas qui cernent les grandes métropoles : cette dissonance peut devenir explosive si elle se perpétue.

Il subsiste bien des nuages sur cette Amérique Latine et, à l'image de la météo, les prévisions à long terme se révèlent aléatoires. Faut-il admettre cette synthèse pessimiste rapportée par Edwy Plenel, au cours d'un voyage au Mexique ? "*Ici toute entreprise humaine devient vaine. Le désordre vertigineux du paysage, les fleuves immenses, le chaos des éléments, les forêts, le climat implacable, corrodent la volonté et minent les raisons profondes, essentielles de vivre que nous avons héritées de vous. Ces raisons nous animent encore, mais nous nous perdons en chemin dans la spirale de la rhétorique et dans la violence sanguinaire qui écrase tout. Seule demeure la conscience de ce que nous aurions dû faire et que nous ne*

faisons pas, qui continue à nous travailler sourdement et nous transforme en êtres rebelles, rusés, frustrés, tapageurs, inconstants”.

Il faut à notre sens tempérer ce jugement car le déterminisme historique n'est jamais absolu. Il reste une place pour l'espérance puisque l'Amérique latine dispose d'atouts qu'elle pourrait, si elle en manifeste la volonté, transformer en expansion cohérente.

5- La nouvelle civilisation asiatique.

Le philosophe japonais Wataru Hiromatsu déclara avant de mourir : *“l’Occident est en train de perdre sa centralité dans l’histoire mondiale”*. Ce testament rejoint certaines analyses des post-modernistes persuadés que le modèle occidental se trouve sur le déclin et que le Japon prépare la relève culturelle pour le siècle à venir. Contestée par l’intégrisme islamique, l’Europe devra aussi compter sur la pensée qui s’élabore dans cette partie du monde et qui s’interroge sur l’organisation des sociétés modernes.

Cette identité asiatique n’a pas de visée impérialiste, mais se veut malgré tout une revendication identitaire qui s’exprimait ainsi : *“la confiance en soi de la région et sa volonté de faire entendre sa voix”*. Une telle assurance s’appuie sur des bases qu’on ne peut guère contester :

- Le poids économique de l’Asie et son taux de croissance insolent;
- La montée en puissance du Japon et les nouvelles ambitions chinoises;
- Le développement rapide des classes moyennes et l’assurance croissante des élites dans leur valeur.

Le message encore diffus sous-entend que le relatif déclin occidental trouve un relais dans le modèle socio-économique japonais copié par ses voisins.

6- L’Inde : une société immuable ?

L’Occident regarde l’Inde avec indulgence : l’occupation britannique, le départ de Lord Mountbatten effectué avec panache en 1947, une histoire fabuleuse avec ses princes des mille et une nuits, tout cela prédispose à concevoir une démocratie à l’Occidentale avec mise en place par la culture anglaise d’un modèle de modernisme pouvant être montré en exemple aux pays en voie de développement.

Une réflexion en profondeur conduit à une vision plus nuancée de la situation de ce sous-continent d’un milliard d’habitants, le deuxième en importance par sa population après la Chine.

L’Inde est un état fédéral de trois millions de km² où se pratiquent cinq religions, seize langues officielles et cinq mille dialectes. Pour nombre de commentateurs, il serait à la fois pays de la non-violence incarnée par le charisme d’un Gandhi et la plus grande démocratie du monde. L’histoire tempère malheureusement ce tableau idéalisé car le pays s’est construit, en réalité, davantage sur des guerres inexpiables que sur des paix harmonieuses. La violence y est toujours sous-jacente et cela depuis 3 000 ans.

Que faut-il retenir comme ligne de force ? Est-ce l’exemple du Bouddhisme qui faillit être éradiqué, ou la conquête de Kalinga qui se solda par plus de 100 000 morts ou encore l’arrivée de l’Islam au XII^e siècle avec ses pillages et ses destructions ! Plus récemment, en

1739 Nadur-Shab massacra la population de Delhi et en 1857 la révolte des Cipayes déchaîna des carnages. En 1947, durant l'indépendance, les déplacements de population entraîneront des massacres de plus de 500 000 personnes.

Si l'on s'en tient au côté superficiel des formes juridiques, l'Inde respecte les procédures formelles de la démocratie dans le cadre d'un état libéral. Certes, les élections sont libres et le multipartisme existe, mais il n'existe dans le fond que deux tendances : l'une minoritaire pro-Occidentale, l'autre fidèle à sa culture orientale.

En réalité, la société hindoue reste immuable dans son système religieux et son organisation hiérarchique. Signalons, à titre d'exemple, qu'aucun député indien n'a épousé une femme hors de sa caste. Les hommes ne sont pas véritablement égaux, ils assument les fonctions prédestinées sans rapport avec leurs désirs ou leurs conceptions personnelles. On ne change rien au déroulement d'une histoire faite d'une succession d'âges de lumières et d'âges de ténèbres.

Le concept même de démocratie est étranger à la substance intime de l'Inde : les Occidentaux et les Indiens occidentalisés sont en complet déphasage avec leurs concitoyens. La dynastie Gandhi, appréciée en Europe par sa culture anglo-saxonne, est restée isolée dans son propre pays bien qu'elle ait, la plupart du temps, gagné les élections avec le parti du Congrès.

Les Indiens estiment vivre dans l'ère du Kali Yuga époque de ténèbres dont il n'y a rien à attendre. L'avenir appartient, non à l'idéal démocratique, mais à la subversion de l'ordre social. Devant une telle empreinte de religiosité négative, il faut relativiser les notions de développement économique et de civilisation industrielle.

Au demeurant la mesure du développement indique une situation socio-économique qui se situe dans la fourchette haute des pays en voie de développement. Mais là encore il faut approfondir le diagnostic. Le PIB de l'Inde dépasse de peu celui de la Hollande avec ses 15 millions d'habitants. En réalité la modernité ne s'applique pas à la totalité de la population mais à sa partie occidentalisée, à peine 5 % du total. Les 95 % restent figés dans leurs castes, leur histoire, leur pauvreté.

Cette Inde là est auto-suffisante pour l'essentiel de son économie et malgré cette autarcie, la balance de paiements reste constamment déficitaire et la monnaie fragile. Les créanciers internationaux hésitent à reconduire des crédits devant une instabilité politique qui commence à inquiéter.

Trois problèmes majeurs se profilent à l'horizon. Une croissance démographique supérieure à 2 % par an, des violences religieuses de moins en moins contrôlables, une tension permanente au Cachemire risquant d'entraîner une nouvelle guerre avec le Pakistan.

Comme trop souvent dans les pays sous-développés, le modernisme a fait exploser la démographie sans être accompagné d'une croissance socio-économique proportionnelle. Il a accentué les clivages traditionnels et les réflexes de guerre de religion. La précarité de l'équilibre politique actuel laisse le problème du progrès social en suspens.

7- Le Japon : un exemple ébranlé

Lorsque l'Amérique a célébré discrètement, le 7 décembre 1991, le cinquantenaire du bombardement de Pearl Harbor, elle avait célébré trois mois plus tôt, l'anniversaire de l'armistice signé en 1945 à bord du Missouri. Les Japonais ne risquent pas d'oublier la leçon, car en engageant le fer avec les Etats-Unis en 1941, ils avaient omis un élément essentiel : la puissance industrielle de leur adversaire était dix fois supérieure à la leur. Dans un conflit long, ils ne pouvaient qu'être irrémédiablement vaincus. Il leur fallut quatre années pour en faire l'amère expérience et subir, pour la première fois dans l'histoire de l'homme, le feu atomique. Cinquante ans plus tard, pourtant, le Japon suscite à nouveau l'inquiétude, au point que *"The Economist"* peut écrire, *"aux USA, on trouve trop de gens que l'envie démange de réinventer le péril jaune"*.

Longtemps réduit au rang de nain, le Japon, par un fantastique effort, qui n'a d'égal que ses capacités de travail et d'organisation, est devenu un géant, mieux un modèle dont les normes s'imposent au reste de la planète. La puissance de son économie triomphe, là où ses armes avaient échoué, mais le projet reste le même : une expansion indispensable aux habitants d'un archipel surpeuplé.

Sa population s'élève à 125 millions d'habitants et le chiffre est impressionnant au regard de sa superficie. Il est pourtant le produit d'une maîtrise remarquable de la démographie. Dès le XIX^{ème} siècle, elle présente les mêmes caractéristiques que celle des pays occidentaux : population multipliée par trois, quand celle de l'Amérique du Nord l'est par cinq et celle de l'Europe par deux.

Au XX^{ème} siècle, son taux de natalité a été inférieur à celui des Pays-Bas. Depuis 1980 il se stabilise à 0,5 %, entraînant un vieillissement du corps social. En l'an 2000, 16 % de ses habitants ont plus de 65 ans. Les natalistes s'inquiètent curieusement, alors qu'il sera toujours temps d'admettre l'immigration nécessaire aux emplois vacants.

Cette maîtrise démographique quantitative est aussi qualitative. Fait unique, 95 % de chaque classe d'âge arrive au terme de ses études secondaires (non sanctionnées par un examen du type baccalauréat) et 40 % entrent à l'université : 30 % n'y séjournent qu'un an ou deux, 10 % davantage. Résultat, le Japon forme plus de techniciens que les USA et 2 fois plus que l'Allemagne.

La productivité japonaise ne cesse de s'imposer aux autres pays industrialisés. Entre 1960 et 1972, celle des six pays les plus développés a augmenté en moyenne de 5 % par an et la sienne a atteint 10 %. Depuis 1979 l'écart reste identique même si les taux ont baissé : 3 % contre 6 %. Les raisons de ces performances sont connues : la durée hebdomadaire du temps de travail est de 48 heures et la durée annuelle atteint 2 152 heures (en France 1 613 heures) avec 15 jours de congés payés. Les décisions stratégiques sont prises, dans l'entreprise, sur la base du Ringi, à l'origine une procédure administrative d'initiative ascendante. Tous ceux qui sont concernés par une décision en sont informés et y ont adhéré. Le processus est long mais efficace. Une fois le consensus acquis, la mise en oeuvre est fulgurante. La société japonaise est

sans doute la première au monde à avoir su combiner la sensibilité des grandes masses modernes avec les règles de vie d'une tribu.

L'innovation technique est permanente et le budget de recherche considérable : entre 95 % des investissements en capital fixe (Sony) et 410 % (Matsushita) en 1988. Déjà en 1987, 20 % des nouveaux brevets délivrés aux USA l'ont été à des entreprises japonaises, davantage qu'à leurs homologues allemands, britanniques et français réunis.

Très dépendants pour leurs approvisionnements en pétrole, l'action des Japonais a visé trois objectifs :

- Diminuer d'abord leur consommation d'énergie : l'économie de 1973 à 1982 a été de 27 % par unité de production.
- Réduire ensuite la part du pétrole : de 1987 à 1989, elle est tombée de 72 % à 56 %;
- Développer enfin une énergie de substitution : vingt deux centrales nucléaires sont actuellement en service dont celle de Fukushima Dachi, la plus importante du monde. Avec une production de 49 000 mégawatts, le Japon est aujourd'hui la troisième puissance électro-nucléaire.

L'effort, le courage, la détermination des Japonais ont entraîné les résultats que l'on sait. Pendant quinze ans, de 1955 à 1970, le taux de croissance de leur économie a été supérieur à 10 %, en termes réels. Les années 1970, marquées par le flottement du dollar et le premier choc pétrolier, l'ont ramené à 5 %, un peu moins dans les années 80 mais jamais en dessous de 4 %.

Le nombre des Japonais au travail n'a jamais été aussi important et le PNB par tête qui était le tiers de celui des Américains en 1968 est maintenant supérieur à celui des Européens.

Les excédents de la balance des paiements qui représentent 3,6 % du PIB. font du Japon la première puissance financière du monde, il faut ajouter le revenu net des investissements. On comprend que le yen se place comme la deuxième monnaie de réserve.

Exportateurs de capitaux, les Japonais financent aujourd'hui le tiers du marché international et les sommes disponibles sont utilisées de trois façons :

- Soutenir le trésor américain dont 30 % des émissions sont souscrites par eux.
- Capitaliser en bourse, sous la forme d'achat de titres étrangers.
- Contrecarrer le protectionnisme européen par des prises de contrôle, (au moins 10 %), du capital de leurs concurrents.

Dynamique sur les plans industriel et financier, le Japon n'arrête pas là ses ambitions. Dès 1983 le budget qu'il affectait à la recherche spatiale était du même niveau que celui de la France (108 milliards de Yens). A partir de ses deux bases de lancement, il a déjà mis sur orbite 96 satellites dont un de télécommunication géostationnaire.

S'il ne consacre, enfin, que 1 % de son PNB à sa défense, la modicité du taux rapporté à l'énormité de sa richesse donne des résultats substantiels. En adoptant les méthodes de calcul de l'OTAN, le budget de la défense est, en volume, le troisième du monde, après les USA et la Russie. Le nucléaire militaire étant à portée de sa main, on comprend mieux l'analyse d'un spécialiste, Koichiro Veda : *“Le Japon parcourt à vitesse accélérée le chemin qui mène au*

statut de grande puissance militaire.

L'article 9 de la constitution, qui dispose que "*Le peuple japonais renonce à jamais à la guerre en tant que droit souverain de la Nation*" demeure respecté mais le jour où les États-Unis, contraints de réduire leurs dépenses militaires, retireront leur parapluie nucléaire, que se passera-t-il ? La boucle ouverte en 1945 serait alors bouclée.

8- Le management japonais : les cinq anneaux de Mushashi

Les dirigeants occidentaux et les Français en particulier sont à la recherche de nouvelles formes de management en croyant ainsi trouver une réponse aux défis de l'innovation, de la productivité et l'action commerciale, alors que les Japonais conduisent leurs affaires en suivant les préceptes du célèbre stratège Mushashi qui a exposé sa doctrine en...1645.

Comme les doigts de la main, la pensée de Mushashi s'articule autour de cinq idées forces étroitement imbriquées :

La TERRE

La base, le sol : ce qui crée.

- Faire appel à son intelligence rationnelle.
- Embrasser le plus de techniques possibles.
- Les maîtriser et les coordonner.

L'EAU

L'esprit, le non-agir : ce qui s'adapte.

- Adapter les techniques à son style.
- Rester calme, souple, disponible.
- S'adapter aux situations.
- Éviter les idées préconçues.

Le VIDE

Le non-soi : ce qui détache et se remplit.

- Se détacher de soi.
- Se détacher de toute méthode.
- Laisser faire l'intuition créatrice.

Le FEU

La non-pensée : ce qui change, attaque et embrasse.

- Avoir une vue simultanée de l'ensemble et du détail
- S'en tenir à une décision unique.
- Agir promptement pour provoquer la surprise.
- Faire preuve d'une détermination sans faille.

Le VENT

Le non-dit : ce qui flotte dans l'air du temps.

- Sentir l'air du temps, connaître son époque.
- Chercher l'information, se renseigner sur l'adversaire.
- Percevoir ce qui n'est pas exprimé.

Appliquée depuis 1950, la doctrine de Mushashise se propose "*d'attaquer l'adversaire par les coins*" en privilégiant les stratégies obliques, qui peuvent prendre quatre formes.

1- L'attaque de flanc, qui recherche les créneaux négligés. Citons deux exemples : La télévision et l'automobile. Le marché des téléviseurs a été investi à partir des portables bas de gamme, qui n'intéressaient pas les constructeurs américains, avant de monter en puissance pour devenir dominant. En ce qui concerne l'automobile, les Japonais se sont d'abord implantés dans de petits pays comme la Suisse et la Norvège, puis dans l'Angleterre libérale, et enfin dans la citadelle allemande peu intéressée par les petits modèles... avant d'envahir le monde.

2- L'encercllement. En lançant une gamme large qui colle à tous les besoins du consommateur, on s'empare du marché au détriment de la rentabilité immédiate. Ce fut la stratégie des fabricants d'appareils photos qui ont cassé les marchés français et anglais avant de s'en prendre à l'Allemagne asphyxiée en quelques années, géographiquement et techniquement, ne pouvant conserver que le très haut de gamme.

3- Le contournement. Le marché est attaqué par des produits nouveaux, complémentaires ou n'existant pas : ce fut le cas des montres à quartz, des magnétoscopes et

aujourd'hui des écrans couleurs plats à matrice active.

4- La guérilla. C'est la "sale guerre" comme celle qui a été faite à Rank Xerox en proposant d'abord des fournitures à prix cassé pour se faire connaître des clients, avant de proposer ses propres matériels, en débutant par les matériels bon marché. Bien entendu ces stratégies furent lancées soit simultanément soit conjointement.

Aujourd'hui la crise a atténué certains caractères excessifs de cette politique conquérante au profit de méthodes plus sages. Sony demande à ses compatriotes de transformer le concept "haute qualité , prix bas" en "haute qualité, prix élevé".

La crise a aussi freiné l'innovation à outrance : Toyota veut désormais limiter la prolifération de ses modèles pour les faire vivre six ans au lieu de trois. Le MITI encourage d'ailleurs les fabricants dans cette voie en favorisant les ententes : il semble que le message soit entendu car les firmes nippones modèrent à l'heure actuelle leur agressivité.

Quelle leçon l'Occident peut-il tirer de cette expérience ? Pour les Japonais, agressivité = dynamisme et ce dualisme restera certainement enraciné dans leur mentalité, mais en intégrant qu'une concurrence violente gaspille trop d'énergie et qu'il faut rechercher une juste mesure. L'avenir jugera si cette nouvelle pondération se révèle durable.

CONCLUSION

Ombres et lumières du XXIème siècle

Créativité, croissance, chômage, suprématie américaine, absence de modèle social, naissance de nouveaux totalitarismes

L'opinion publique ne semble pas avoir perçu, qu'à l'image de Jéricho, les trompettes du libéralisme, en entraînant la chute du mur de Berlin, ont sonné la fin du XXe siècle et l'entrée dans un nouveau millénaire.

L'âge d'or pour l'Europe s'est étendu sur cent ans entre 1815 et 1914 : période de stabilité relative, de progrès continu, de grandes découvertes. Ce fut aussi l'éblouissement devant des techniques dont les possibilités paraissaient infinies, une fascination pour les grands explorateurs et les missionnaires qui donnaient de la colonisation l'image du dévouement, le mirage de pionniers espérant rendre universels leur culture et leur mode de pensée.

L'impérialisme triomphant du XIXème siècle partageait le monde entre les quatre grandes puissances européennes (Angleterre, France, Russie, Allemagne) avec, comme point d'orgue, l'occupation de Pékin capitale de la Chine Impériale en 1900. La paix européenne succédait, après 2.000 ans, à la Pax Romana.

Impérialisme marchand certes, mais tolérant, et de bonne volonté, souhaitant apporter avec lui la culture occidentale. La recherche du profit restait le moteur majeur de l'action politique mais sur fond de naïveté, imprégnée d'une absence de réflexion stratégique, ce qui allait conduire l'Europe non pas à une prospective cohérente mais à des guerres fratricides qui ruineront son influence.

Si le XVIIIe siècle est reconnu comme celui des Lumières, le XIXe comme celui de l'émergence des techniques, le XXème siècle, commencé en 1914, s'est malheureusement contenté d'être celui des guerres fratricides, de la stérilité intellectuelle, de la civilisation de consommation et de l'explosion démographique.

Deux guerres mondiales, absurdes et dévastatrices, ont affaibli l'Occident, l'amenant à renoncer prématurément à son rôle de tuteur de nations adolescentes et ont favorisé l'apparition et le développement d'un contre modèle d'organisation sociale : les Etats communistes de type soviétique ou chinois.

Les trois quarts de l'humanité avaient reçu le virus moderniste sans avoir été informé des limites du modèle. Simultanément le monde, conditionné par l'affrontement Est-Ouest et impressionné par la puissance militaire de l'URSS, se figeait dans un affrontement idéologique interdisant toute réflexion objective sur les évolutions historiques souhaitables.

Communisme et marketing faisaient d'ailleurs bon ménage dans une course à l'obscurantisme : d'un côté "*le bilan globalement positif*" masquait la faillite et l'absence de liberté, de l'autre un marketing intensif tentait de conditionner le consommateur pour qu'il abandonne son esprit critique.

Les excès de cet hédonisme superficiel auraient pu être corrigés par un retour aux sources du rationalisme, mais les virus marxistes et capitalistes se sont développés de façon conjointe dans les pays en voie de développement qui se souciaient peu du contenu des doctrines et y voyaient l'occasion de s'assurer sans effort un vernis de développement.

Résultat : une croissance démographique débridée sans capacité d'assimilation, ni pour la société ni pour l'économie. Levy Strauss ose avouer la vérité : *“L'effondrement du communisme me paraît d'une importance relative par rapport à cette catastrophe majeure : la prolifération démentielle des populations humaines”*.

A la veille des grands événements de 1989, le monde entier souffrait de phénomènes de compression : compression du temps et des cycles économiques, compression des nationalismes dans le carcan d'entités idéologiques artificielles, compression de l'homme et des libertés dans les pays d'obédience totalitaire.

Comme une étincelle éclatant dans une enceinte où sont confinés des gaz provoque une explosion, la chute du mur de Berlin a provoqué une onde de choc balayant sur son passage dogmes et structures.

L'organisation impressionnante de l'ordre soviétique s'est effondrée comme un château de cartes et aucune indication ne permet de savoir si elle laisse un espoir à la renaissance qui serait d'abord celle de la volonté des hommes. Une ou deux générations sont-elles prêtes à se sacrifier pour modeler une nouvelle société ?

La violence des pulsions nationalistes trop longtemps réfrénées est telle que l'ensemble de la planète tend vers la balkanisation. L'empire soviétique a certes éclaté, mais la guerre d'Irak a fait perdre sa crédibilité à l'ONU. La langue de bois règne sans partage et on parle des victimes comme de la météo : les auteurs ne sont jamais nommés et les morts sont frappés par une foudre anonyme.

L'Afrique paye le prix de l'impasse tentée sur les délais qui eussent été nécessaires pour préparer l'émergence d'une civilisation industrielle : elle aurait dû, pour sauver son identité, concevoir sa propre écriture et sa propre langue. Le renouveau africain, s'il est possible, passe par ce chemin critique.

Pour le monde islamique qui conserve la nostalgie d'une histoire glorieuse, le temps comprimé explose dans la frustration symbolisé par Al Quaida et la guerre sainte.

A l'aube du XXI^e siècle, les analyses économiques et stratégiques mettent en évidence les dissymétries, les clivages, les tensions, le poids des héritages historiques pesant sur les chances de développement harmonieux.

La reconstruction de la Russie et des pays de l'Est est engagée. Dans le Tiers-Monde, le décollage économique n'est assuré que pour un petit nombre de pays. L'émergence de structures efficaces ne peut en effet intervenir qu'à trois conditions : maîtrise de la démographie, adhésion aux contraintes technologiques, démocratisation progressive.

Le monde développé lui-même court le risque d'une croissance économique déséquilibrée. A part quelques exceptions qui disposent d'excédents commerciaux ou

financiers, le reste du monde, avec des comptes déficitaires, vit du crédit direct ou indirect des rares pays créditeurs.

Seule super-puissance, les USA s'appuient sur leur prééminence militaire, sur le dollar, toujours reconnu comme monnaie de réserve malgré sa dévaluation de fait, sur le dynamisme de leurs entreprises, sur une expansion qui a ramené le chômage à moins de 6 %

Si certaines faiblesses américaines demeurent, elles ne doivent pas dissimuler celles de l'Europe. A part l'Angleterre qui a retrouvé le chemin de la croissance, ses autres partenaires souffrent de graves déficiences.

La France vit au-dessus de ses moyens. Le thermomètre des finances publiques indique une santé déficiente et le redressement des comptes demanderait, en principe, un plan de refroidissement, alors que le pays compte trois millions de sans emploi. En outre la Sécurité Sociale avec son budget vertigineux court constamment après son équilibre.

Une leçon pour tous : le temps se venge des contraintes artificielles qui lui sont imposées. La voie d'un progrès socio-économique cohérent sinon harmonieux se révèle beaucoup plus étroite que ne le pensaient la plupart des idéologues, extrapolant de façon abusive l'élasticité possible des économies modernes.

Le libéralisme associé au marché reste une condition nécessaire à l'évolution sociale, mais le libéralisme appartient aussi à la même famille que le libertinage. Aucune idéologie ne peut survivre sans accepter la réalité des faits, mais aucune ne peut prospérer sans adhésion à une éthique qui la transcende. Cette éthique, le XXIème siècle devra la découvrir.

L'homme, en effet, tenu pour quantité négligeable par des régimes qui prétendaient le libérer est en passe de prendre sa revanche. La vague de fond montée des pays asservis pour restaurer les libertés a souvent balayé le totalitarisme. La leçon doit être comprise à l'Est, mais aussi à l'Ouest et dans le tiers-Monde. Le citoyen réclame désormais une société qui respecte sa dignité, ses droits, une liberté fondée sur d'authentiques valeurs éthiques et morales.

Les idéologies matérialistes ont tenté au XXème siècle d'imposer à l'humanité leur système de référence. Elles ne font aujourd'hui plus recette et sont incapables de galvaniser les foules abusées et déçues.

Prospectives

En 2005, un double mouvement semble s'amorcer :

- **La montée possible d'une société duale.** Elle est facilitée par la conquête de la liberté sexuelle et du libre choix culturel, car les affinités physiques complètent les affinités intellectuelles. Jacques Monod dans "*le hasard et la nécessité*", la Cofremca dans ses études de prospective, estiment tous deux, avec des approches différentes, cette évolution possible;
- **Un retour aux sources des valeurs traditionnelles.** Ce sont l'humanisme, l'éthique, la morale, la religion, car la technocratie ne peut remplacer la spiritualité et combler le besoin d'âme laissé insatisfait.

Une certitude : le XXI^{ème} siècle ne peut être le prolongement du XX^{ème} qui a débuté avec un milliard et demi d'hommes fascinés par le modèle occidental et se termine avec une population de six milliards réclamant travail et consommation. Ce n'est pas un monde différent qui s'annonce, mais un univers qui a changé de nature avec une seule certitude : les civilisations restant mortelles, ne survivront que celles ou celles qui auront su créer les outils idéologiques et techniques adaptés à leur époque.

Espérons que les classes dirigeantes comprendront l'ampleur du défi qui leur est posé et sauront assumer les responsabilités qu'elles revendiquent.